

Quand Carrillo était gauchiste...

Les Jeunesses socialistes d'Espagne (1934-1936)

CLT, Numéro 16, décembre 1983.

Polémiquant contre son camarade Sneevliet dans une lettre du 16 juillet 1936 à la direction du R.S.A.P. néerlandais, Trotsky écrivait au sujet de l'Espagne et des positions prises par Andrés Nin vis-à-vis des propositions d'entrée dans les Jeunesses socialistes :

« *La magnifique Jeunesse socialiste est arrivée spontanément à l'idée de la IVe Internationale. A l'insistance que nous avons mise pour que toute notre attention soit dirigée vers les Jeunesses socialistes, il n'a été répondu que par des dérobades [...]. La Jeunesse socialiste est alors passée presque tout entière dans le camp stalinien. Les gens qui s'intitulaient b[olcheviks]-l [éninistes] et qui ont tranquillement observé, ou, pour mieux dire, ont provoqué cela, devraient être pour toujours stigmatisés comme des traîtres à la révolution* ». ¹

Depuis 1934, dans les documents publiés dans les Œuvres, foisonnent les allusions et remarques concernant l'entrée préconisée par Trotsky dans les J.S. et le P.S.O.E. et le refus de la *Izquierda comunista* qui aboutit en 1935 à sa fusion avec le Bloc ouvrier et paysan de Maurin au sein du P.O.U.M. Dans la présentation de La Révolution espagnole, j'ai essayé d'éclairer de mon mieux le contenu des propositions de Trotsky — dont nous n'avons pas le texte — et les refus successifs des trotskystes espagnols, me contentant de mentionner, comme un important élément du contexte, la « radicalisation » qu'on a parfois même appelée « révolutionnarisation » du P.S.O.E., ainsi que quelques signes extérieurs de l'évolution à gauche, souvent même « gauchiste », de son organisation de jeunes, la *Federación Nacional de Juventudes socialistas*.

Les récents développements politiques de l'Espagne post-franquiste ont eu des conséquences positives dans le domaine de l'historiographie puisqu'elles ont donné enfin accès, non seulement aux collections de

livres et journaux des années trente, mais aussi aux documents d'archives saisis massivement par l'armée franquiste entre 1936 et 1939 et qui ont été conservés à Salamanque ?² Il est par conséquent désormais possible d'aborder en elle-même l'étude de l'évolution vers la gauche d'une importante fraction du parti socialiste ouvrier espagnol, sous l'autorité de Francisco Largo Caballero, et notamment de son aile marchante, la *Federación de Juventudes socialistas*, dont l'un des dirigeants était promis à une longue carrière politique puisqu'il s'agit tout simplement de Santiago Carrillo. Au cours des cinq dernières années, d'importants travaux ont été consacrés à cette question sous des angles divers ³ et un

¹ Trotsky, Œuvres, 10.

² *L'Archivo Historico Nacional, sección Guerra civil, de Salamanca*, l'ancienne section d'archives de la Garde civile, qui a servi à la répression pendant et après la guerre civile, est passé aujourd'hui sous le contrôle du ministère de la culture et placé sous la direction d'une archiviste. Le classement antérieur, certainement commode pour les enquêtes policières, est pour le moment très insuffisant en vue de la recherche scientifique, mais la documentation est d'une quantité et d'une qualité exceptionnelles.

³ Parmi ces travaux, je citerai d'abord le travail de l'historien britannique Paul Preston, *La Destrucción e la Democracia en España* (1978), qui étudie de près la vie interne du P.S.O.E., de l'U.G.T. et des J.S. dans la dialectique du développement simultané de la C.E.D.A. et des J.A.P. Il faut mettre sur le même plan une étude capitale d'histoire des idées, le livre de Marta Bizcarrondo *Araquistciin y la Crisis socialista en la Illa Republica*. « Leviatán » (1934-1936) (1975) (en attendant sa thèse sur le P.S.O.E. dans ces années), l'intéressant essai de Aicard Vinas, *La Formacion de las Juventudes Socialistas Unificadas 1934-1936* (1978) auxquels il convient d'ajouter les deux ouvrages de Santos Julia, *La*

premier état de la question, reposant sur des sources imprimées comme sur des archives jusqu'alors inconnues, est désormais possible.

La radicalisation de Largo Caballero

La poussée à gauche à l'intérieur des partis socialistes à partir de 1933 n'est bien entendu pas un phénomène proprement espagnol comme le croient plusieurs auteurs « hispanisants » et comme l'affirment certains politiques. Le phénomène, commandé de façon générale tant par la crise économique et ses conséquences socio-politiques que par le réflexe de défense provoqué par la victoire sans combat de Hitler en Allemagne, est un phénomène général. La particularité espagnole est que l'aile gauche radicalisée du parti socialiste aura comme porte-parole et principal dirigeant un homme considéré jusqu'alors à juste titre comme un des réformistes les plus endurcis de la IIe Internationale, Francisco Largo Caballero.

L'homme, un ancien ouvrier plâtrier qui n'a appris à lire et à écrire qu'à l'âge de vingt-quatre ans, est l'un des dirigeants les plus connus du parti et du syndicat qu'il contrôle, l'*Union General de Trabajadores (U.G.T.)*. Il a été l'un des adversaires les plus résolus de l'adhésion à l'Internationale communiste et un des artisans du maintien du P.S.O.E., puis, sous la dictature de Primo de Rivera, partisan décidé d'une collaboration qui permettait le développement de l'U.G.T. Partisan de l'alliance avec les partis républicains bourgeois pour le renversement de la monarchie, il a été, depuis l'avènement de la République, ministre du travail dans le gouvernement de coalition socialiste-républicain, acceptant la responsabilité de mesures de répression aussi sévères que, par exemple, la célèbre « *loi de défense de la République* ». ⁴

Mais, au milieu de 1933, au moment d'ailleurs où les socialistes vont être du gouvernement, plusieurs facteurs se combinent pour pousser Largo Caballero à employer un langage nettement plus à gauche — tant en direction de la bourgeoisie qu'en direction des travailleurs. Il est très amer de constater que la législation sociale dont il est l'auteur continue à être sabotée par des fonctionnaires de tout grade alors que le patronat reprend, partout et sur tous les terrains, l'offensive. En outre, il est très impressionné par la victoire hitlérienne et la destruction totale du mouvement ouvrier allemand et de ses conquêtes sociales, ainsi que par l'analyse qu'en donne son camarade Luis Araquistain. ⁵ Comme il est, avec des milliers et des milliers d'autres, convaincu que le chef de l'Alliance populaire, José Maria Gil Robles ⁶,

Izquierda del P.S.O.E. 1935-1936 (1977) et *Origenes del Frente Popular en España 1934-1936* (1980). Marta Bizcarrondo a présenté et éclairé une réédition reprint de *Leviatan*, la revue des socialistes de gauche et Paul Preston une anthologie de la même *Leviatan (Antología)*. Bien des textes capitaux pour cette étude ont été également réédités, et nous avons utilisé ici la réédition des *Discursos a los Trabajadores*, de Francisco Largo Caballero et l'anthologie de discours d'Indalecio Prieto préparée par Edward Malefakis sous le titre *Discursos fundamentales*, ainsi que l'anthologie des débats autour de la révolution d'Octobre 1934 préparée par Marta Bizcarrondo sous le titre *Octubre del 34: Reflexiones sobre una Revolución*, qui reproduit le texte de la brochure des J.S. *Octubre. Segunda Etapa*. Nous avons également utilisé d'autres ouvrages plus anciens, notamment le second volume des mémoires de l'ancien secrétaire du P.S.O.E. Juan-Simeón Vidarte, *El Bienio Negro y la Insurrección de Asturias* (1978) qui comporte nombre de documents et d'informations utiles.

⁴ Texte en français de cette loi répressive d'octobre 1931 en annexe de mon livre, *La Révolution espagnole 1931-1939*, pp. 105-106.

⁵ Marta Bizcarrondo, *Araquistain...*, pp. 124-134.

⁶ José Maria Gil Robles (1898-1980), avocat, était le chef de l'*Accion Popular* qui avait la confiance de la hiérarchie catholique et le chef de file des « *accidentalistas* », partisans de jouer le jeu électoraliste dans le cadre constitutionnel pour bloquer les réformes et reprendre le pouvoir. Il fut à partir de 1933 le dirigeant — appelé « *Chef* » — de la C.E.D.A. (*Confederacion española de Derechas Autonomas*), bloc

s'engage dans la voie du fascisme espagnol s'emparant du pouvoir par des voies légales, il pense que c'est l'existence même de son parti qui est désormais en jeu.

Le premier indice de son tournant vers la gauche est donné dans le discours qu'il prononce le 23 juillet, au cinéma Pardinás de Madrid, devant les Jeunesses socialistes de la capitale. Justifiant la participation des socialistes au gouvernement républicain, montrant que le fascisme est le dernier recours du capitalisme aux abois, il lance quelques formules audacieuses, affirmant notamment qu'il préfère « *la dictature socialiste* » à la « *dictature bourgeoise ou au fascisme* ». ⁷ Quelques semaines plus tard, il revient à la charge devant les étudiants de l'école d'été des Jeunesses socialistes qui se tient à Torrelodones et où les interventions de Besteiro, puis Indalecio Prieto, ont provoqué bien des déceptions. ⁸ Largo Caballero, lui, ne déçoit pas ses jeunes auditeurs. Parlant de la participation au pouvoir, il dit qu'il n'en fait pas une question de principe, mais qu'aujourd'hui, moins que jamais, il ne croit à la possibilité de réaliser le socialisme dans le cadre d'une société bourgeoise. Il affirme que l'objectif des socialistes doit être de conquérir le pouvoir, et qu'une république socialiste devra supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme. Et il rappelle la formule d'Engels concernant « *la dictature du prolétariat* ». ⁹

S'agit-il vraiment, de la part du président du P.S.O.E., de la remise en question de ses vieilles mentalités et pratiques réformistes ? La plupart des auteurs d'aujourd'hui en doutent fort et assurent qu'en définitive Largo Caballero s'est contenté de suivre — d'assez loin et surtout en paroles — les masses ouvrières et la jeunesse dans une orientation toujours plus marquée vers la gauche depuis 1931. L'alliance en tout cas se noue de ce jour entre les Jeunesses socialistes et le vieux dirigeant du parti et de l'U.G.T. dont elles font leur « *président d'honneur* ». C'est à leur hebdomadaire, *Renovacion*, qu'il donne son premier interview après le départ des socialistes du gouvernement. Il doute désormais, après l'expérience de ces années, de la possibilité de réaliser les revendications les plus minimales du prolétariat dans le cadre républicain bourgeois. Il pense que l'Espagne est à la veille de la révolution sociale et attribue aux jeunes la mission de conforter les indécis et de chasser du parti les éléments passifs qui ne sont pas utiles à la révolution. ¹⁰

C'est sur cette ligne que Largo Caballero se lance dans la campagne électorale en novembre, à la tête d'un parti socialiste qui, cette fois, n'a noué aucune alliance avec les partis républicains bourgeois. Sa tournée de meetings prend des allures plébiscitaires et, comme le souligne Paul Preston, « *son langage se faisait plus révolutionnaire à mesure qu'il voyageait* », en réponse, évidemment, aux charges furieuses

des droites, dont l'organisation de jeunesse, la J.A.P. (*Juventud de Accion Popular*) se donnait des allures de milice fasciste.

⁷ *El Socialista*, 25 juillet 1933.

⁸ L'école socialiste d'été des Jeunesses socialistes réunit sous des tentes en août 1933 environ 150 stagiaires venus de tout le pays, dont une dizaine de jeunes filles. Dans *l'Archivo Historico Nacional de Salamanca, Seccion Guerra Civil, Politico-social, «Madrid», Legajo 1460*, se trouve un important dossier consacré aux sessions de 1932 et 1933. Le niveau de formation théorique des jeunes stagiaires était très faible : la quasi-totalité des dix-sept interrogations écrites sur la question « *Qu'est-ce que le socialisme ?* » font du socialisme un idéal moral. Largo Caballero n'était pas prévu parmi les orateurs mais fut réclamé par les « *étudiants* » restés sur leur faim et assez mécontents des interventions de Besteiro et Prieto. Ce dossier nous a notamment appris que le jeune Santiago Carrillo, fils du largocaballeriste Wenceslao Carrillo, apprenti-typo, puis apprenti-journaliste à *El Socialista*, et qui commençait alors sa carrière politique, était le secrétaire de cette école d'été, chargé notamment d'inviter les orateurs.

⁹ Ce discours fut publié sous forme de brochure, avec comme titre *Posibilismo en la democracia socialista*. La partie dans laquelle le vieux social-démocrate se présente à ses jeunes auditeurs est reproduite dans *Discursos a los Trabajadores*, pp. 27-31 de la réédition de 1979.

¹⁰ *Renovacion*, 23 septembre 1933.

de la droite, mais aussi et surtout « à l'enthousiasme sans limites des masses qui acclamaient ses discours bien avant qu'ils soient terminés ». ¹¹

Avec 58 sièges seulement, mais le résultat énorme de 1 627 000 voix — plus que jamais parti auparavant —, le P.S.O.E. est battu. Du fait de la loi électorale qui favorise les grandes coalitions et exige deux fois plus de voix pour un député socialiste. Du fait de l'abstention des anarchistes qui lui reprochent sa participation à des gouvernements répressifs. Mais aussi, incontestablement, parce que les classes possédantes, sûres de l'impunité, ont employé les grands moyens, pression sur les travailleurs, chantage au chômage dans les campagnes, violence et parfois terreur, en tout cas fraude organisée : autant de raisons pour persuader les socialistes qu'ils n'ont vraiment plus rien à attendre de la démocratie bourgeoise. Les J.S., qui s'identifient au nouveau cours et au président du parti, lancent une campagne de propagande et d'explication. C'est ainsi qu'ils publient sous forme de brochure un discours prononcé le 29 octobre 1933 par Araquisdin : le conseiller de Largo Caballero y démontre, à partir de l'expérience allemande, qu'il a partiellement vécue, que seule la révolution socialiste, en détruisant la bourgeoisie, peut véritablement barrer la route au fascisme. ¹²

C'est à la fin de décembre que Largo Caballero est arrivé à la conclusion qu'il faut préparer une insurrection pour « sauver la république ». Fort de l'accord de Prieto, il s'emploie, dès la fin de 1933 et dans les premiers mois de 1934, à écarter les obstacles situés au sein du P.S.O.E. même et à sa tête.

L'un des bastions de la résistance au nouveau cours est évidemment l'exécutif de l'U.G.T., présidé par Julián Besteiro ¹³. Quand Gil Robles, chef parlementaire de la C.E.D.A. qui est sortie victorieuse des élections, annonce publiquement sa détermination d'implanter bientôt en

¹¹ P. Preston, op. cit., p. 154. Selon le pamphlet dirigé contre Caballero en 1936 par le journaliste réformiste G. Mario de Coca, *Anti-Caballero. Una crítica marxista de la bolchevización del partido socialista obrero español* (réédition de 1975, présentée par Marta Bizcarrondo), c'est dès le début de sa campagne en province qu'il fut appelé « le Lénine espagnol », un surnom contre lequel il protestait gentiment (p. 86). Gabriel Mario de Coca présente également un résumé de la campagne de Largo Caballero : le 30 octobre, à Zafra, il prédit l'ouverture d'une nouvelle période révolutionnaire qui n'est pas celle d'avril 1931 laquelle a culminé avec la République : « *La nouvelle culminera avec l'implantation de la République sociale* ». Le 9 novembre, à Don Benito, il affirme que l'Espagne va à la révolution sociale et qu'il faudra exproprier la bourgeoisie par la violence. Il faudra lutter jusqu'à ce que « *le drapeau rouge de la révolution socialiste flotte sur tous les édifices officiels* ». Le 10, à Azuaga, il dit que si un mouvement se produit dans l'armée, il ne sera pas un mouvement de généraux, mais « *de soldats et de sergents* », pour « *instaurer la République sociale* ». Le 13, à Albacete : « *C'est vrai, si la légalité ne nous sert pas, si elle empêche notre avance, alors nous laisserons de côté la démocratie bourgeoise et irons à la conquête révolutionnaire du Pouvoir* ». Le 14, à Murcie, où il est frénétiquement applaudi par les J.S., il conclut : « *Il nous faudra une période de transition au socialisme et cette période, c'est la dictature du prolétariat à laquelle nous allons* » (op. cit., pp. 88-90).

¹² L. Araquistain, *Una lección de historia: El derrumbamiento alemán (1933)*. Luis Araquistain Quevedo (1886-1959), un brillant intellectuel qui avait évolué vers la gauche, avait été ambassadeur à Berlin de février 1932 à février 1933. Il concluait à la double faillite du P.C. et du parti social-démocrate. Au fascisme, « *franche dictature bourgeoise* », on ne devait opposer pour le vaincre qu'une « *franche dictature socialiste* ». La démocratie bourgeoise n'avait d'intérêt pour le prolétariat que dans la mesure où elle permettait « *le renforcement de ses positions dans sa lutte pour le pouvoir* ».

¹³ Julián Besteiro Fernández (1870-1940), professeur d'université, vétéran du parti, avait la réputation d'un théoricien; il avait été président du comité de grève en 1917 et professait que les socialistes devaient abandonner aux seuls républicains les tâches gouvernementales et notamment celles de la « *révolution démocratique* », sans chercher à « *brûler les étapes* ». Président des Cortes en 1931, il avait son bastion dans le P.S.O.E. à Madrid et dans l'U.G.T. avec l'appui des cheminots et du syndicat des travailleurs de la terre. Il était considéré comme le chef de file de l'aile « *réformiste* ».

Espagne « *L'Etat corporatif* », la bataille d'influence commence à la direction de l'U.G.T. Amaro del Rosal, membre dirigeant des Jeunesses socialistes et dirigeant du syndicat des employés de banque et de bourse, propose au comité national de l'U.G.T. une résolution en faveur de « *l'organisation immédiate et urgente, d'accord avec le parti socialiste, d'un mouvement révolutionnaire de caractère national pour conquérir entièrement le pouvoir de la classe ouvrière* ». Elle est repoussée par 28 voix contre 17. En revanche, la pression de Largo Caballero arrache la décision de créer une commission mixte P.S.O.E. — U.G.T. dont il est le président et qui reçoit la mission d'étudier les aspects pratiques du mouvement révolutionnaire à déclencher au cas où la C.E.D.A. accèderait au gouvernement. Le 27 janvier, le programme de ce soulèvement éventuel, rédigé par Prieto, est soumis au comité national de l'U.G.T. qui l'approuve ¹⁴, une décision qui provoque la démission immédiate de l'ancien exécutif, fermement opposé à ce qu'il appelle « *l'aventurisme* ». Il est aussitôt remplacé par une nouvelle équipe dévouée à Largo Caballero, redevenu secrétaire général sous la présidence de son camarade Anastasio de Gracia ¹⁵, dirigeant du syndicat du bâtiment. Les camarades d'idées du nouveau secrétaire général de l'U.G.T., qui tiennent déjà les importants syndicats des métallos, avec Pascual Tomas, du bâtiment, du transport, que dirige le J.S. Carlos Hernandez Zancajo, et de la banque, prennent la majorité et la direction de la très importante *Federacion Nacional de Trabajadores de la Tierra*, le syndicat d'ouvriers agricoles dont la direction est maintenant aux mains de l'équipe de l'enseignant largocaballeriste navarrais Ricardo Zabalza ¹⁶.

La direction « *besteiriste* » de l'*Agrupacion socialista* de Madrid, dont le rôle a toujours été déterminant dans le parti, tombe également entre les mains des partisans de Largo Caballero, parmi lesquels nombre de jeunes socialistes ¹⁷.

¹⁴ . *Boletín de la Union General de Trabajadores de España*, décembre 1933 - janvier 1934, pour l'ensemble des débats et de leurs péripéties. Le texte du programme rédigé par Prieto se trouve dans Dolorès Ibarruri et autres, *Guerra y Revolucion en España*, I, pp. 52-54. Il comportait dix points : nationalisation de toutes les terres, priorité au financement des travaux d'irrigation, réforme de l'enseignement public, dissolution des ordres religieux et confiscation de leurs biens, dissolution de l'armée et nouvelle armée sur une base démocratique, dissolution de la Garde civile et formation d'une Milice populaire, réforme et épuration de la bureaucratie d'Etat, amélioration du sort matériel et moral des ouvriers d'industrie, réforme du système fiscal, application rapide de toutes ces mesures par les organes législatifs nouveaux que le peuple se donnerait. Ce programme ne fut connu que quinze mois plus tard, soit longtemps après l'échec de l'insurrection destinée à l'appliquer ! Largo Caballero avait en outre fait voter des décisions d'action (ibidem, p. 54): 1) organisation d'un mouvement « *franchement révolutionnaire* », 2) déclenchement de ce mouvement au moment opportun, indépendamment des initiatives ennemies, 3) prise de contact du P.S.O.E. et de l'U.G.T. avec les éléments prêts à prendre part à ce mouvement, 4) en cas de victoire, formation d'un gouvernement P.S.O.E. - U.G.T. ouvert aux organisations qui auraient pris une part directe à cette bataille, 5) application par ce gouvernement du programme ci-dessus. Indalecio Prieto y Tuero (1883-1962), lié aux hommes d'affaires et de style très « *libéral* », était depuis des années le grand rival de Largo Caballero dans le P.S.O.E.

¹⁵ Anastasio de Gracia Villarubia (1890-1981), originaire de Tolède, était depuis des années un cadre du syndicat du bâtiment dont il était récemment devenu président. Il allait être ministre dans le gouvernement Largo Caballero en 1936-37. Il est mort récemment en exil au Mexique.

¹⁶ Les ouvriers agricoles étaient à la fois les salariés les plus misérables et ceux que le chômage frappait le plus durement. La F.N.T.T. (*Federacion nacional de Trabajadores de la Tierra*) avait poussé comme un champignon depuis la proclamation de la République; en juin 1932, elle comptait 445 414 membres sur un total de 1 041 539 à l'U.G.T. C'était la très forte pression de sa base militante, très combattive, qui avait chassé de sa direction le besteiriste Lucio Martfnez Gil et allait dicter sa politique à son successeur Ricardo Zabalza (-1939), un des dirigeants du P.S.O.E. en Navarre.

¹⁷ *El Socialista*, 28 janvier 1934, Gabriel Mario de Coca, op. cit. p. 101, indique qu'il n'y eut à cette occasion aucune discussion politique, aucun affrontement d'idées, mais que les votes ne se firent que sur des questions de pure procédure. Il affirme en outre que la salle avait été « *faite* » d'avance par les

La Fédération des Jeunesses socialistes

Au lendemain de la Révolution russe de 1917, ce sont les J.S. de l'époque, qui, comme dans bien d'autres pays, ont constitué les premiers noyaux du futur parti communiste. Depuis, dans les années vingt, les J.S. reconstituées n'ont brillé ni par leur audace ni par leur originalité : petite organisation, formée surtout d'enfants de responsables ou de militants, elle est dirigée jusqu'en 1932, sans problèmes, par des hommes connus pour leur modération et leur réformisme. Mais les choses changent du tout au tout à partir de 1932 et surtout 1933.

Alors que la décision du P.S.O.E. et de l'U.G.T. au début de 1934 est de déclencher une insurrection au cas où la C.E.D.A. arriverait au gouvernement, en somme, de défendre la République et l'œuvre des Cortes constituantes et du gouvernement socialiste-républicain, une importante composante du parti et surtout de son aile gauche, la F.J.S. — qui occupe aussi des positions dans l'U.G.T. — proclame ouvertement que cette insurrection ne saurait être qu'une insurrection pour le pouvoir, pour l'instauration de la dictature du prolétariat.

C'est à partir de 1932 qu'on peut déceler dans la fédération des J.S. l'action d'éléments « *de gauche* » dont l'état d'esprit commence à inquiéter certains. A partir de l'été 1933, de la conférence au cinéma Pardinás et surtout de l'intervention de Largo Caballero à l'école socialiste d'été, le courant « *gauchiste* » qui va se placer dans le sillage de Largo Caballero acquiert une force considérable. Déjà, *Renovacion*, l'hebdomadaire de la fédération, défend les positions les plus révolutionnaires qui s'expriment alors dans l'univers socialiste. Ce courant — qui présente tous les caractères d'une fraction organisée — s'empare de la direction au 5^{ème} congrès des J.S. en avril 1934, au moment où cette organisation compte 20 000 membres, un effectif qu'elle doublera en quelques mois ¹⁸. Cette nouvelle direction a remporté une victoire écrasante en se comptant sur la base d'un rapport politique présenté au congrès par un ancien dirigeant étudiant, José Lain Entralgo, mettant l'accent sur la nécessité de la rupture avec la bourgeoisie et ses partis afin de passer immédiatement à la préparation de la prise du pouvoir par le prolétariat, c'est-à-dire par le parti socialiste. ¹⁹

Le nouveau président de la fédération, Carlos Hernandez Zancajo, militant depuis des années, appartient à la « *vieille* » génération plus près des trente-cinq ans de la limite d'âge que des vingt ans que comptent la majorité des militants ²⁰; c'est un militant connu par ailleurs comme dirigeant de son syndicat du transport et de l'*Agrupacion* de Madrid. Mais, autour de lui, les nouveaux dirigeants sont vraiment très jeunes. Santiago Carrillo, le nouveau secrétaire général, vient d'avoir dix-neuf ans; fils d'un fidèle de Largo Caballero, élevé dans le sérail, apprenti-typographe à treize ans, puis apprenti-journaliste à *El Socialista*, il était en 1933 secrétaire général de l'école d'été. A *Renovacion*, qu'il dirigeait depuis un an, il est remplacé par un jeune militant étudiant, Segundo Serrano Poncela qui a vingt-deux ans. Autour de

J.S. Parmi les nouveaux dirigeants de l'*Agrupacion Socialista Madrileña*, on relève notamment les noms de Wenceslao Carrillo, père de Santiago, et de Carlos Hernandez Zancajo.

¹⁸ Jusqu'en 1933, la direction des J.S. releva de l'aile dite « *réformiste* » du P.S.O.E. dont le chef de file était Basteiro. Les partisans de ce dernier à la tête des J.S. étaient Juan et Mariano Rojo, José Castro, Felix Garcia. Pour les chiffres, cf. Santiago Carrillo, *Demain l'Espagne*, p. 31.

¹⁹ José Lain Entralgo avait été à Madrid l'un des principaux dirigeants de l'organisation étudiante F.U.E. Son rapport au congrès, intitulé « *Posicion politica de las Juventudes* », fut publié dans *El Socialista* du 21 avril 1934.

²⁰ La limite d'âge supérieure pour l'admission dans les J.S. était de 35 ans. Mais l'écrasante majorité des membres étaient bien plus jeunes. Il y avait en réalité dans le P.S.O.E. une importante coupure entre générations, le recrutement de jeunes ayant été pratiquement tari pendant la dictature de Primo de Rivera et ayant repris sur un rythme accéléré dès 1930.

ce secrétariat, un bureau tout aussi juvénile : José Lain Entralgo, bien sûr, mais aussi Federico Melchor, José Cazorlá, Alfredo Cabello, Rafael Cuadrado.²¹

La nouvelle équipe ne dissimule ni ses intentions, ni ses ambitions : elle veut utiliser l'organisation de jeunesse comme une fraction dans la lutte interne du parti, comme la pointe avancée de la tendance « révolutionnaire » de Largo Caballero qui revendique toute la direction. On peut relever ce signe intéressant : tout en faisant constamment référence à l'autorité et au prestige de Largo Caballero, ses jeunes partisans à la tête de la fédération des J.S. n'en posent pas moins la question du pouvoir à l'intérieur du parti en termes de générations. Le congrès n'est pas clos que Serrano écrit dans *Renovacion*, sous le titre significatif de « Crise de confiance », que les hommes de la génération qui tient les rênes du parti sont en réalité « écrasés par tant d'années d'interprétations réformistes erronées de la tactique marxiste »; il leur oppose la fermeté principielle des nouveaux arrivants :

« La nouvelle génération socialiste s'opposera à tout ce qui signifie une altération de la pureté marxiste dans la conception qui est la sienne du pouvoir. »²²

La pensée politique de ces jeunes gens est loin d'être certes parfaitement claire et leurs adversaires peuvent souvent et à peu de frais relever chez eux contradictions, et voltefaces brutales. L'axe de leur orientation est cependant très clair : ils considèrent que la révolution prolétarienne est à l'ordre du jour immédiat en Espagne et qu'en fonction de l'histoire concrète et de l'état d'esprit présent des masses, l'instrument de cette révolution prolétarienne ne saurait être que le P.S.O.E., qu'ils estiment nécessaire cependant de nettoyer de ses éléments réformistes et de renforcer par l'appoint d'éléments révolutionnaires extérieurs.

Déjà en 1933, dans une série d'articles parus dans *Renovacion*, le jeune Federico Melchor, frais émoulu de l'école d'été, soulignait les points de convergence importants avec les organisations qui venaient de se prononcer pour la IVe Internationale : « lutte contre le fascisme, conquête révolutionnaire du pouvoir politique, imminence de la révolution, nécessité de détruire le réformisme, démocratie interne du parti », et affirmait que leur rôle serait plus important à l'intérieur des Internationales existantes. Puis il affirmait que trotskystes et Jeunesses socialistes livraient le même combat en rupture avec « le stalinisme et le révisionnisme », mais qu'il ne croyait pas à la construction de la IVe Internationale et souhaitait le renfort des trotskystes pour faciliter la victoire sur la fraction réformiste du P.S.²³

²¹Segundo Serrano Poncela (1912-1976), alors étudiant en lettres, avait été (selon le dossier A.H.N. Madrid, Legajo 1460) élève de l'école d'été des J.S. en septembre 1932 à El Pardo. Federico Melchor appartenait à la promotion de l'école d'été de l'année suivante. Son interrogation écrite sur le devoir « Qu'est-ce que le socialisme » (cf. n.8), dans laquelle il étalait ses connaissances, mentionnant les utopistes, Hegel, Marx et la dialectique avec un peu de cuistrerie, tranchait sur la candeur et la modestie des travaux de ses condisciples.

²² *Renovacion*, 18 avril 1934.

²³ Fed-Mel, « *Hacia la IVe Internacional ?* », *Renovacion*, 30 septembre 1933 ; F. Melchor, « *La IVe Internacional* », *ibidem*, 11 novembre et 9 décembre 1933. On peut également se reporter à « *Posicion de los jovenes trotskistas* », *ibidem*, 27 janvier 1934, et « *A los jovenes trotskistas* », 3 mars 1934, articles de discussion sur la politique de Front unique préconisée par la I.C.E. Dans son livre *Jalones de derrota, promesa de victoria* (1948), le trotskyste G. Munis souligne la grande influence que les trotskystes de la I.C.E. exerçaient dans les rangs des J.S. et du prestige dont jouissaient ses dirigeants. Il en donne plusieurs exemples, dont le vote d'une fédération provinciale, celle de Vieille Castille, pour l'adhésion à la IVe Internationale en construction, les références constantes à Trotsky de la part des dirigeants et leurs appels aux trotskystes à « entrer », ainsi que la pression qui fut exercée sur lui personnellement pour qu'il adhère aux J.S. sans rien renier de sa pensée politique. Andrade raconte qu'on trouvait des portraits politiques de Trotsky dans les bureaux des dirigeants J.S.

L'expérience allemande — d'abord popularisée par Araquistáin — leur avait à la fois fait connaître les positions de Trotsky en même temps que la double « faillite » de deux tactiques également erronées, « la tactique social-démocrate réformiste et petite-bourgeoise », « la tactique intransigeante et sectaire de l'Internationale communiste »²⁴ C'est ce qu'explique Santiago Carrillo en juillet 1934 à une délégation des Jeunesses communistes. Le grand fait est à ses yeux que le mouvement des masses soit en train d'imposer aux organisations ouvrières la réalisation d'un front unique pour prendre le pouvoir à travers la formation, dans tout le pays, d'Alliances ouvrières²⁵. Les J.S.

refusent d'accepter les exclusives que les J.C. tentent de lancer contre les trotskystes dans le cours d'actions communes²⁶ et, en leur nom, Carrillo, sur ce point, ne ménage pas les J.C. Il se dit certain en effet que le mouvement des masses imposera au P.C.E. l'entrée dans ces Alliances ouvrières qu'il calomnie depuis des mois.

Les J.S. ne sont pas prêts non plus à entrer avec les J.C. dans un « bloc populaire antifasciste » comme le leur proposent ces derniers. Evoquant la conclusion récente en France du pacte d'unité d'action entre la S.F.I.O. et le P.C., Carrillo ironise :

« Ils disent qu'ils renoncent à la violence systématique. Mais nous autres, il nous faut nous unir pour organiser la violence ! »²⁷

Les J.S., d'ailleurs, admettent les critiques et refusent les injures et ce n'est pas l'usage de celles-ci, dit Carrillo qui pourra les décider à s'engager dans une politique dite de « front antifasciste », car ils estiment impossible de constituer contre le fascisme un front avec ceux qui, comme les radicaux, sont précisément en train de lui frayer la voie.

Pourtant, ils défendent — notamment contre les trotskystes, mais aussi contre d'autres formations — une conception au premier abord quelque peu surprenante du « front unique », apparemment seulement possible, selon eux, pour préparer la prise du pouvoir: tel est le rôle qu'ils attribuent, au moins théoriquement, aux Alliances ouvrières. En 1934, en tout cas, et dès que la décision de l'insurrection

²⁴ Pour l'exposé qui suit, synthèse des conceptions des dirigeants des J.S. au milieu de 1934, il est fait tout le temps référence au procès-verbal de la discussion avec la délégation des J.C. les 26 et 30 juillet, publié dans *Renovación* du 28 juillet, des 4, 11, 18 août 1934, texte reproduit en annexe de son travail par Ricard Vinas, auquel nous renvoyons. La délégation des J.S. était formée de Santiago Carrillo, Serrano Poncela et José Lain. Carrillo fut le seul membre de cette délégation à prendre la parole (Vinas, op. cit. p. 78).

²⁵ Ibidem, p. 81. Les « Alliances ouvrières » étaient des organismes de front unique dont l'initiative avait été prise en Espagne par le Bloc *Obrero y Campesino* de J. Maurin et la *Izquierda comunista* dirigée par Andrés Nin: l'alliance ouvrière de Catalogne était née à la fin de 1933. Celle de Madrid avait été créée en mai 1934, semble-t-il à l'initiative des J.S. C'était seulement dans les Asturies que la C.N.T. adhérait à l'alliance ouvrière. Le P.C. combattait les « alliances ouvrières » qu'il considérait comme la pire des formes du « social-fascisme » et appelait « la Sainte-Alliance de la contre-révolution », ce... jusqu'au mois de septembre 1934 où il décidait, in extremis d'y adhérer.

²⁶ Entre autres, Victor Alba, *El Partido Comunista de España*, p. 170, indique que Trifon Medrano, secrétaire des J.C., ayant exigé d'avance l'exclusion de l'*Allianza Obrera Juvenil* en formation des jeunes trotskystes, Santiago Carrillo, au nom des J.S., suivi par les Jeunesses Libertaines, préféra renoncer à ce projet. Il semble pourtant que la direction madrilène des J.S. ne fut pas toujours ferme en face des exclusives de type stalinien et accepta des manifestations communes desquelles les trotskystes avaient été d'avance écartés. Ce fut notamment le cas de la grandiose manifestation du « *Meeting du Stade* » du 10 septembre 1934 où plus de 100000 jeunes protestèrent contre un décret gouvernemental portant atteinte à leurs droits (interdiction aux moins de 23 ans de rejoindre une formation politique sans l'autorisation préalable de leurs parents).

²⁷ Vinas, op. cit., p. 80. Sur ce point, Carrillo était alors diamétralement opposé à la ligne de l'I.C.

éventuelle, dont ils veulent faire le point de départ de la dictature, a été prise, ils subordonnent tout à cet objectif unique. « Le prolétariat, déclare S. Carrillo, à ses interlocuteurs des J.C., n'a rien à gagner dans des « *escarmouches : il veut livrer bataille de façon définitive* »²⁸. Il exclut donc avec acharnement toute action partielle, toute grève qui risquerait d'entraîner le prolétariat dans un combat prématuré, la grève générale même ne pouvant être, selon lui, que le complément « *de l'action insurrectionnelle des cadres armés pour la conquête du pouvoir* »²⁹.

Ce refus des actions partielles, baptisé « *volonté de conserver les forces prolétariennes* » pour le jour J., est présenté aux autres organisations ouvrières avec toute l'assurance d'une organisation qui prépare sérieusement, sinon « *le grand soir* », du moins une insurrection dans toutes les régions ouvrières d'Espagne et qui a conscience de bénéficier de l'immense popularité de celui qui incarne à cette époque les aspirations les plus profondes des ouvriers et des masses de travailleurs de la campagne, Largo Caballero, que les J.S. commencent à appeler « *le Lénine espagnol* ».

Préparatifs militaires de l'insurrection

La préparation technique de l'insurrection comportait évidemment le délicat problème de l'armement et de la constitution et préparation de milices destinées à servir de fer de lance à l'insurrection. Nous disposons sur ces deux points d'un certain nombre de documents et de quelques précieux témoignages sur l'activité propre des J.S. notamment.

La recherche des armes semble avoir commencé assez tôt dans l'année 1934. La plus grosse affaire sera le rachat d'un important stock constitué par des conspirateurs portugais, et dont une partie sera saisie avec le vapeur Turquesa qui avait tenté de les débarquer sur la côte des Asturies³⁰ Un rapport de la

²⁸ Ibidem, p. 79. Malgré ces affirmations péremptoires et au moins en partie sous la pression de leur propre base, les dirigeants des J.S. acceptèrent l'organisation de grandes manifestations unitaires, facteurs de mobilisation extraordinaires dans cette période, lors des enterrements de la jeune militante socialiste Juanita Rico, assassinée le 10 juillet et du jeune dirigeant communiste Joaquin de Grado, assassiné le 29 septembre.

²⁹ Ibidem, p. 104.

³⁰ M. Tagiiena, *Testimonio de dos Guerras*, p. 52, donne l'explication de l'achat des armes par une organisation portugaise clandestine, de même que B. Diaz Nosty dans *La Comuna Asturiana* («*El caso del Turquesa* », pp. 108-113) et Santiago Carrillo dans *Demain l'Espagne*, p.15, tous indiquent que la garde civile ne récupéra qu'une partie du chargement. Il y a bien des aspects obscurs dans l'épisode du Turquesa, dont l'organisation fut attribuée à Prieto. Selon l'enquête judiciaire de 1934-1935 (A.H.N. «*Madrid* », Legajo 721), les armes avaient été payées par le dirigeant du syndicat U.G.T. des mineurs (S.M.A.) Amador Fernandez les enquêteurs pensaient que ce syndicat s'était procuré les fonds tout simplement par un emprunt bancaire contracté par la direction de la mine San Vicente qui lui appartenait précisément. Santiago Carrillo indique (op. cit., p. 35) que, si sa mémoire ne le trahit pas, le parti socialiste obtint l'argent en question en réussissant à falsifier un chèque de la marquise de Villapadierna « *pour un million de pesetas et des poussières* » et à le faire toucher par un camarade bien habillé. Manuel Tagiteita Lacorte (1913-1972), étudiant en mathématiques et physique à Madrid, avait d'abord adhéré aux J.C. Mais, membre des milices socialistes, il refusa de les quitter et abandonna les J.C. pour les J.S. et eut des responsabilités importantes dans les milices en 1934 à la veille d'Octobre. Emprisonné pendant plusieurs mois après l'insurrection, il fit son service militaire et était en 1936 à la direction des J.S.U. Organisateur des premières unités de milices des J.S.U. en 1936, il rejoignit le P.C.E. en 1937, commandant en 1938 sur le front de l'Ebre la 5e année, forte de 70 000 hommes. Emigré en U.R.S.S. en 1939, il y suivit les cours de l'académie Frounzé, puis enseigna dans une école d'officiers en U.R.S.S. jusqu'en 1946, puis en Yougoslavie jusqu'en 1951. A cette date, il devint chercheur dans un laboratoire médical en Tchécoslovaquie, pays qu'il quitta en même temps

direction générale de la Sûreté fait apparaître que les socialistes réussirent aussi quelques « *achats* » d'armes sous le couvert de gouvernements étrangers et notamment du gouvernement éthiopien, les cargaisons étant renvoyées clandestinement à un autre point d'Espagne peu après leur embarquement à destination de l'Afrique orientale. Par ailleurs, un lot important de fusils furent acquis par des vols organisés par les ouvriers eux-mêmes dans les arsenaux où ils les fabriquaient (La Trubia, Tolède). A terme, on comptait, dans les premières heures de l'insurrection, s'emparer des armes contenues dans les magasins des arsenaux — ce fut réalisé pour les 17000 fusils asturiens —, de celles d'un certain nombre de postes de police, Asaltos ou Gardes civils, avec la complicité de militaires ou de policiers socialistes ³¹.

En ce qui concerne les milices, le rapport déjà cité de la Sécurité comporte deux circulaires de la direction provinciale des J.S. de Murcie, datées respectivement du 6 juin et du 28 juillet, ainsi qu'un rapport général du 30 mai 1934 sur les préparatifs militaires des Jeunesses et des « *Milices* » socialistes. ³²

La circulaire J.S. du 6 juin rappelle les directives antérieures en vue de la création immédiate de milices dont elle indique que beaucoup existent déjà et fonctionnent parfaitement. Elle insiste sur la nécessité pour les miliciens de n'être pas porteurs d'armes sans nécessité, de faire disparaître tous les documents

que le P.C., en 1955, pour aller s'installer au Mexique. Il refusa le retour en Espagne qui lui était proposé par le régime franquiste.

³¹ Tagueria mentionne, p. 53, un projet d'attaque de la caserne du groupe motorisé de la Garde civile de la Guindalera à Madrid, où les conspirateurs escomptaient la complicité du lieutenant Fernando Condés, membre du P.S.O.E., qui devait jouer en 1936 un rôle important dans l'enlèvement de José Calvo Sotelo qui conduisit à son assassinat, et fut tué au tout début de la guerre civile. Il semble que, parmi les officiers sur l'appui desquels Largo Caballero avait compté se trouvait Rodrigo Gil qui, en juillet 1936, jouera un rôle important, en tant que lieutenant-colonel commandant le Parc d'artillerie, dans la distribution de fusils. Taguena (pp. 45-50) raconte par le menu une expédition lointaine -- à Valladolid — pour s'emparer d'un dépôt d'armes de la droite et décrit (p. 52) le perpétuel déménagement des stocks d'armes qui ne pouvait qu'attirer l'attention et révélait, semble-t-il, un dangereux amateurisme, les précieux paquets étant parfois déposés... devant la porte du destinataire ! Ainsi s'explique-t-il sans doute que tant d'armes aient été saisies avant le jour J., le stock le plus important ayant été découvert dans le cours d'une perquisition à... la Casa del Pueblo dont la presse de droite clamait quotidiennement qu'elle regorgeait d'armes. Parmi les dépôts d'armes découverts, mentionnés dans les ouvrages d'Amaro del Rosai (Historia de la U.G.T., I, pp. 390-396) et Juan Simeon Vidarte (El Bieno Negro, pp. 214-219 et 158-159), dans des appartements loués par des députés socialistes ou autres personnalités, Gabriel Moron à Madrid, Juan Lozano, député de Jaen, Rodriguez Vera et le professeur Rafael de Buen. Certains aspects de cette préparation technique sont si évidemment improvisés par des amateurs qu'ils échappent totalement à l'entendement. En revanche, le problème des militaires liés aux préparatifs d'insurrection reste entier. Tous les auteurs parlent de complicités parmi les officiers, républicains ou socialistes, dont l'intervention dans l'insurrection armée, ...à la tête de leurs troupes, aurait été décisive. On prononce souvent des noms, ceux des officiers d'asaltos Moreno et Castillo, des capitaines Benito Sanchez et Carlos Farado, du lieutenant de Gardes civils Fernando Condés, et bien entendu, des sous-officiers. Il est peu vraisemblable cependant que Prieto, qui était chargé de la liaison avec les militaires, n'ait pas pris contact sur ce point avec les officiers généraux appartenant à la franc-maçonnerie divisionnaire comme Miguel Cabanellas, Riquelme, Nuriez del Prado, Gomez Caminero ou les généraux de brigade Llano de Encomienda, Miaja, Pozas, Martinez Cabrera, Martinez Monje, etc. Alvarez del Vayo indique que le mouvement comptait sur « *certaines officiers* » qui devaient entraîner leurs troupes et ne bougèrent pas. Mais aucune explication de cette « *carence* » n'a été proposée par personne : elle est peut-être l'un des facteurs de la violente animosité ultérieure entre Prieto et Caballero. Le seul militaire vraiment compromis, le sergent Vasquez, fut fusillé le 1er février 1935.

³² . A.H.N. « *Madrid* », Legajo 721, Salamanca.

éventuellement compromettants, et de constituer sur-le-champ une direction clandestine de rechange. Elle rappelle que la préparation proprement dite — exercice et maniement des armes — doit se pratiquer le plus possible à la campagne sous la couverture de sorties champêtres de type « *scout* » afin de mettre les miliciens à l'abri de toute surprise de la part de la police. Elle insiste sur l'importance des activités de « *surveillance* » et même d'« *espionnage* » dans le camp ennemi — organisations « *fascistes* » et forces de police — dont elle exige qu'elles soient entreprises, partout où ce n'est pas encore fait, dans les meilleurs délais, et bien entendu le plus grand secret. Elle indique enfin qu'il est nécessaire de créer dans toutes les localités une section de « *chimie* », chargée de la fabrication de bombes et d'engins explosifs, et rigoureusement séparée du reste de l'organisation. Elle rappelle enfin la nécessité d'une discipline de fer et la décision déjà prise auparavant de punir de mort les traîtres éventuels ou les informateurs démasqués.

L'organisation des milices elle-même fait l'objet d'un rappel en onze points. Y sont admis les membres des J.S. et ceux du P.S.O.E. et de l'U.G.T., les deux dernières catégories pouvant être « *contingentées* » pour ne pas mettre en question la direction des milices par l'organisation des Jeunesses. Les miliciens sont organisés en groupes de dix — parfois « *dizaines* » — commandés par un « *chef* » nommé, de même que le « *chef local* » par le comité local des J.S. La préférence doit être donnée à des militants ayant effectué leur service militaire, éventuellement reçu une formation d'officiers et de sous-officiers. Les hommes des dizaines apprendront dans ce cadre le maniement du fusil. La préparation, le stockage et éventuellement le maniement des explosifs sont réservés à une section spécialisée. Les hommes admis dans les rangs des milices doivent disposer chacun d'une arme. Le comité local des J.S. a toute initiative pour les nominations, l'instruction et éventuellement le jugement et la punition des traîtres. En revanche, l'ordre de mobilisation, ainsi que les directives stratégiques, relèvent du comité fédéral provincial et du « *chef supérieur* » désigné par lui.

La circulaire du 28 août du même comité provincial, plus laconique, sent déjà la poudre. Les comités locaux et provinciaux des J.S. sont dissous. L'autorité locale revient à la réunion hebdomadaire des chefs de dizaines autour du chef local lequel est désormais responsable devant le chef supérieur provincial qui doit disposer du moyen d'atteindre tous les chefs locaux. Les J.S. sont-ils ainsi véritablement dissous dans leur propre organisation militaire et devenus ainsi semi-clandestins ? On peut légitimement douter du caractère radical de cette transformation dans un cadre où les activités politiques publiques — diffusion de *Renovacion*, meetings de masse — et l'activité syndicale se poursuivaient légalement. Il a existé sans doute au moins une certaine division du travail.

Le responsable national des milices est José Lain. Nous disposons sur les milices madrilènes d'un témoignage assez complet, celui du jeune militant, J.C. à l'époque, Manuel Taguena, étudiant en sciences de 21 ans. « *Aux premières assemblées de masse, presque publiques qui se tinrent dans le cercle socialiste de l'Ouest, succédèrent de petites réunions en escouades de dix hommes qui étaient membres d'une organisation clandestine* »³³. C'est dans un local même de la Casa del Pueblo qu'il apprend de son chef d'escouade le maniement d'un Mauser. Les premières interventions de ces milices s'effectuent lors de la grève générale à Madrid en riposte à la concentration prévue par la C.E.D.A.³⁴ à l'Escorial le 22 avril

³³ Taguena, op. cit., p. 47. Les « *dix commandements* » du jeune socialiste expliquent que le groupe de dix doit se déplacer en trois rangs de trois, le chef marchant seul à gauche (*Renovacion*, 17 février 1934).

³⁴ *La Juventud de Accion Popular*, organisation de jeunesse de la C.E.D.A., au style et aux méthodes fascistes, avait décidé d'organiser le 22 avril un gigantesque rassemblement à l'Escorial. Les organisations socialistes s'opposèrent pendant plusieurs semaines, à l'alliance ouvrière de Madrid, aux propositions d'action contre ce rassemblement émanant du délégué de la *Izquierda comunista*, G. Munis (Munis, Jalones..., pp. 114-115). Finalement Munis et ses alliés arrachèrent à l'alliance ouvrière un mot d'ordre de grève de 24 heures, dans la soirée du 21. La grève fut un succès total et les travailleurs s'opposèrent par tous les moyens — y compris avec l'intervention de miliciens socialistes

34. Ayant quitté les J.C. qui voulaient lui faire abandonner les milices socialistes, Taguena reçoit bientôt de l'avancement: avec ses amis militants, l'étudiant en médecine Federico Coello et l'étudiant en droit Francisco Ordonez, il entre dans « *l'état-major* » du véritable chef militaire des milices, avec José Lain et l'employé de banque Victoriano Marcos Alonso, le militant italien Fernando De Rosa ³⁵. Au début de septembre, il reçoit le commandement d'une « *compagnie* » formée de dix escouades de dix hommes, plus une de commandement, dont les hommes habitent le quartier de la Glorieta de Quevedo. Ordonez, au début de septembre, l'a informé que l'insurrection était désormais inévitable et serait vraisemblablement déclenchée au début d'octobre ³⁶.

C'est dans ce cadre de la préparation d'une insurrection dont la majorité des dirigeants du P.S.O.E. souhaitaient sans doute ardemment faire l'économie, mais à laquelle les Jeunesses se préparaient avec conscience et ardeur, que se situe la discussion à l'intérieur de l'U.G.T., du P.S.O.E. et de l'Alliance ouvrière de Madrid sur la situation des ouvriers agricoles et leur grève du début de l'été — discussion que Paul Preston a située pour sa part dans un cadre politique indépendant en fait des préparatifs d'insurrection ³⁷.

1934 fut en effet l'année de la grande offensive des propriétaires de grands domaines pour baisser les salaires et éliminer les ouvriers agricoles syndiqués, suivant la fameuse formule : « *Vous avez faim ? Mangez donc la République !* ». Nous avons vu que, le 28 janvier 1934, sous une poussée d'une base qui veut se battre, la direction du puissant syndicat U.G.T., *la Federacion Nacional de Trabajadores de la Tierra* — un demi-million de membres — est passée aux mains de l'équipe de Ricardo Zabalza. Après avoir épuisé tous les moyens légaux et de propagande, accumulé les preuves des violations de la légalité, des violences et des provocations des propriétaires, les dirigeants syndicaux, sous peine d'être balayés par leur base, finissent par se décider à la grève.

Et pas à la légère, comme le souligne Paul Preston. Un premier avertissement est lancé le 31 mars par le journal *El Obrero de la Tierra*. Mais la C.E. de l'U.G.T. déconseille à la direction de la F.N.T.T. de lancer ce mot d'ordre de grève : la récolte n'est pas simultanée dans tout le pays, les petits fermiers risquent d'être atteints et surtout, cette grève conduit à un affrontement inévitable. Pendant mars et avril, Largo Caballero et le C.E. de l'U.G.T. font tout leur possible pour convaincre Zabalza et ses camarades de ne pas lancer une grève des ouvriers agricoles que l'U.G.T. ne pourrait pas soutenir dans les autres secteurs. Le comité P.S.O.E.--U.G.T. chargé d'étudier l'insurrection multiplie les mises en garde aux organisations de province, souligne que la grève des travailleurs de la terre n'a rien de commun avec l'action projetée et en indique ainsi le caractère prématuré !

armés — à la concentration à l'Escorial où ne parvinrent finalement qu'une dizaine de milliers de personnes dont nombre de paysans enrôlés par leur cacique. Devant

³⁵ Taguena, op. cit., p. 48. Fernando De Rosa (1908-1936) avait effectué son service militaire et était sous-lieutenant de réserve de l'armée italienne. Emigré en Belgique, il avait organisé — et manqué — un attentat contre le prince héritier Umberto d'Italie. Il était membre du P.S.I. maximaliste. Il avait émigré en Espagne et milité dans les J.S. Dans le plan d'insurrection, il avait reçu de Largo Caballero et du « *comité révolutionnaire* » la mission d'arrêter le président de la république. Il fut condamné à 19 ans de prison. Libéré par l'amnistie en février 1936, il reprit la tête de l'organisation des milices socialistes avec les officiers liés à la conspiration de 1934, le capitaine du génie Faraudo, le lieutenant asalto José Castillo et le Garde civil Condés. Organisateur en juillet 1936 du bataillon *Octobre 11* des J.S.U. dont José Lain était commissaire, il était en conflit avec Santiago Carrillo. Il fut tué d'une balle dans la tête le 15 septembre 1936. Parmi les autres chefs de milice, J.S. Vidarte cite Enrique Puente.

³⁶ Taguena, op. cit., p. 52. Le comité révolutionnaire, qui était formé de six personnes (Largo Caballero, Enrique de Francisco, Juan-Simeon Vidarte, Felipe Pretel et les dirigeants des J.S. Carlos Hernandez Zancajo et Santiago Carrillo) avait approuvé la formation d'un gouvernement dont il n'avait pas encore été décidé s'il serait formé de « *ministres* » ou de « *commissaires du peuple* ».

³⁷ Voir récit et analyse dans Preston, op. cit. pp. 188-198.

Or la base du syndicat est en train de mourir de faim lentement et elle exige la grève qu'elle impose finalement à des dirigeants impuissants à lui tenir tête. Après une ultime tentative de négociation, le comité national de la F.N.T.T., réuni les 11 et 12 mai, annonce la grève qui commencera le 1er juin sur un programme de revendications véritablement minimales³⁸ La riposte du gouvernement consiste en un décret qui fait de la moisson un « *service public national* » et de la grève un « *conflit révolutionnaire* » : toute réunion, manifestation, propagande en rapport avec la grève est interdite et une censure sévère imposée pour plusieurs semaines. Il y a des milliers d'arrestations, et les dirigeants locaux sont condamnés dans la plupart des cas à des années de prison ferme. Demeurés seuls, les ouvriers agricoles ont été écrasés et c'est l'armée qui a fait la moisson : il faudra presque deux ans et la victoire électorale de 1936 pour que le syndicat relève la tête et revive...

Or la politique qui a été celle de Largo Caballero et de la direction U.G.T. est lourde de responsabilités : en mettant en garde les grévistes, elle a, de fait, prévenu le gouvernement qu'elle lui laissait les mains libres pour frapper. L'attitude du parti socialiste provoque de vives discussions à l'Alliance ouvrière de Madrid. Le soir du 1er juin, Munis, représentant de la I.C.E. à l'Alliance ouvrière de Madrid propose une grève de solidarité de 48 heures, pour démontrer au gouvernement que les paysans ne sont pas seuls. Les délégués des organisations socialistes, P.S.O.E., U.G.T. et J.S. rétorquent que l'affaire est du ressort des seuls paysans, dûment prévenus en temps utile, affirment que le « *moment d'agir n'est pas encore venu* » et qu'il est impossible de courir le risque que le gouvernement décide de fermer la Casa del Pueblo. Pour mieux se faire comprendre et sans doute faute d'arguments, le dirigeant socialiste et ugétiste Rafael Henche de la Plata sort sans mot dire de sa ceinture un pistolet qu'il pose ostensiblement devant lui sur la table³⁹. Le 31 juillet, au comité national de l'U.G.T., Ramon Ramirez, le jeune secrétaire de la *Federacion de Trabajadores de la Ensenanza* — qui, mieux que les enseignants, peut ressentir la nécessité de l'alliance ouvriers-paysans ? — critique vigoureusement la direction de l'U.G.T., qu'il accuse d'avoir voué à la défaite et livré à la répression les ouvriers agricoles en grève. C'est Largo Caballero en personne qui se charge de la réponse, ironise sur le « *gauchisme infantile* » et le « *révolutionnarisme verbal* » de son jeune camarade qui cite Marx et Lénine, et lui explique que l'Espagne de 1934 n'est pas la Russie de 1917⁴⁰...

Pour Paul Preston, l'analyse du comportement de Largo Caballero face à la grève déclenchée par la F.N.T.T. démontre clairement que le vieux dirigeant n'avait pas en définitive rompu avec son réformisme de toujours. Ce comportement constitue en outre l'argument décisif de ceux qui pensent que le président du P.S.O.E. et secrétaire général de l'U.G.T. ne parlait d'insurrection prochaine que pour effrayer ses adversaires politiques et surtout impressionner suffisamment le président de la République pour que ce dernier ne fasse pas appel à la C.E.D.A. L'interprétation semble bonne. Peut-on appliquer les mêmes conclusions, donner les mêmes explications de l'attitude des Jeunesses socialistes, lesquelles, à l'époque, ne se privaient pas de prendre des postures « *gauchistes* » et de jouer au « *révolutionnarisme verbal* », pour employer les expressions de Largo Caballero, mais ont pourtant été inconditionnellement du côté de Largo Caballero contre son critique enseignant et contre les travailleurs de la terre coupables de grève « *inoportune* »? Je ne le pense pas. Entièrement axés sur les préparatifs techniques de l'insurrection à venir, convaincus qu'une grève de solidarité conduirait à un affrontement prématuré dans lequel la force armée du prolétariat n'aurait pu être suffisamment préparée, les dirigeants des J.S. pêchent par ce qu'on peut appeler « *un gauchisme militaire* » — lequel, il est vrai, vient à point pour couvrir une politique profondément opportuniste⁴¹.

³⁸ *El Obrero de la Tierra*, 19 mai 1934.

³⁹ Munis, op. cit., pp. 120-122.

⁴⁰ Boletín U.G.T. août 1934; résumé dans Preston, op. cit. pp. 197-198.

⁴¹ Juan-Simeón Vidarte parle de la « *rage* » éprouvée par Largo Caballero contre Zabalza, l'instituteur navarrais qui dirigeait la grève (qu'il tient lui-même pour un « *mouvement insensé* »), mais souligne néanmoins qu'elle fut approuvée par plus de 90% des travailleurs intéressés. On peut se référer aux

Telles qu'elles sont pourtant en cet été 1934, avec leur refus absolu de toute collaboration de classe, leur rejet de toute alliance durable avec les partis républicains bourgeois, leur double condamnation de la politique de la IIe et de la IIIe Internationale, les Jeunesses socialistes d'Espagne constituent tout de même l'un des secteurs les plus avancés qui se dégagent de la social-démocratie européenne en crise. Et l'on comprend que Trotsky, estimant à juste titre que l'organisation des J.S. ne faisait qu'exprimer, de façon déformée certes, mais directement, les aspirations révolutionnaires de la jeunesse ouvrière d'Espagne, ait pris sur lui de conseiller à ses camarades de la I.C.E. d'imiter l'exemple français et d'entrer dans le P.S.O.E. et particulièrement dans les J.S. En d'autres termes, qu'il ait envisagé une opération qui pouvait, dans le meilleur des cas, permettre de gagner à la IVe Internationale les meilleurs éléments des Jeunesses socialistes, et, au pire, vacciner la grande majorité de ces dernières contre le virus stalinien contre lequel elles se croyaient à tort prémunies.

Les J.S. en Octobre et ses lendemains

Il n'est pas question, dans le cadre de cet article, de retracer le déroulement de la « *révolution d'Octobre en Espagne* » depuis le combat des Asturies jusqu'à l'échec catalan, en passant par l'insurrection avortée dans les autres centres du pays, qui démontrait une fois de plus la primauté de la politique dans le cadre de la politique militaire prolétarienne.

Trotsky avait pensé qu'une politique hardie des révolutionnaires catalans en faveur de la république indépendante de Catalogne aurait pu constituer le premier pas de la révolution prolétarienne dans la péninsule⁴². La timidité et l'opportunisme des organisations qui composaient alors l'Alliance ouvrière de Catalogne expliquent l'échec sans combat au moins autant que l'abstention d'une C.N.T. restée en dehors de l'alliance. Aux Asturies, la réalisation de l'unité ouvrière totale avec l'adhésion de la C.N.T. à l'Alliance ouvrière et le ralliement de dernière minute du P.C. donnèrent au contraire au combat ouvrier un élan extraordinaire⁴³. L'insurrection des Asturies fut, comme l'écrivit Araquistain, « *l'œuvre des*

déclarations de Santiago Carrillo lors de sa rencontre avec les dirigeants des J.C. (Vinas, op. cit. pp. 78-79); selon lui, il ne faut pas « *déchaîner des batailles partielles dont l'objectif immédiat ne soit pas la prise du pouvoir* ». Les paysans, explique-t-il, ont fait un très gros sacrifice pour obtenir très peu, parce que, pour arracher leurs revendications, il aurait fallu que la lutte soit axée sur l'objectif de la prise du pouvoir ». L'histoire du mouvement ouvrier au XXe siècle montre au moins un autre exemple dans lequel les dirigeants ouvriers ont cru bon de freiner des « *luttés partielles* » afin de « *préserver les forces intactes* » pour un « *grand soir* » en préparation : il s'agit des chefs du P.C. allemand en septembre 1923 dans le cours de la préparation à une insurrection — d'Octobre également — qui avorta aussi (Cf. P. Broué, *La Révolution allemande (1919-1923)*, pp. 729-741). L'idée sous-jacente à la politique militaire des J.S. n'était-elle pas qu'il fallait se battre « *pour* » les masses, dont le mouvement propre n'était ainsi pas pris en compte, même pour les plans d'insurrection ? Ainsi les paysans furent-ils abandonnés et, quelques semaines plus tard, les officiers qui avaient accepté d'entraîner leurs troupes dans la rue ayant fait défection, le chef des milices socialistes, del Rosai, vint expliquer aux dirigeants de l'insurrection que « *les choses allaient mal, les troupes des casernes n'étant pas descendues dans la rue* » (Alvarez del Vayo, op. cit., pp. 174-178). On avait fait attendre les ouvriers jusque-là. Ils attendaient encore. Mais ils n'avaient plus désormais qu'à attendre la répression qui allait les frapper !

⁴² Œuvres, 4, pp. 182-186. Ce texte de l'été ou du début de l'automne 1934 que nous avons titré « *Le Conflit catalan et les tâches du prolétariat* » contient des remarques fulgurantes, y compris une extraordinaire anticipation sur 1936, le rôle du comité central des milices, etc.

⁴³ On retrouve dans A.H.N. *Madrid*, Legajo 721, un rapport du gouverneur civil des Asturies, Fernando Blanco Santamaria, intitulé « *Notes sur ma gestion* », plaidoyer de l'homme limogé. Il y note : « Les énormes contingents ouvriers qui peuplent les Asturies — pas moins de 120 000 — tous encadrés dans les organisations, U.G.T., P.S.O.E., P.C. et C.N.T., en se mettant d'accord pour une action commune au

*jeunesses ouvrières, mouvement irrésistible, parti d'en bas, d'une masse qui n'était pas disposée à laisser échapper sa bataille contre le fascisme (...), (où) ce prolétariat, jusque-là pacifique, exigeait le baptême du feu comme le début d'une nouvelle attitude historique »*⁴⁴

Dans le reste de l'Espagne, le grand dessein des J.S. avorta. Manuel Taguena nous a laissé le récit de ses pérégrinations de commandant de compagnie. Ses hommes mobilisés le 4 octobre, il reçoit à 9 heures l'ordre de se transférer dans un bar du quartier de *la Prosperidad* qu'ils ont beaucoup de peine à atteindre... du fait de la grève générale : ces hommes en armes croisent des patrouilles de gardes d'assaut ou de gardes civils qui ne leur demandent pas de comptes. Plusieurs compagnies se retrouvent sans instructions dans le même local. A minuit, il prend l'initiative d'occuper le cercle socialiste du quartier et de placer des sentinelles en armes. Peu après, un messenger leur donne l'ordre de rejoindre Cuatro Caminos où ils doivent revêtir des uniformes de Gardes civils avant d'aller attaquer la caserne de Guindalera dont un garde socialiste leur facilitera l'entrée : un ordre, écrit-il, quarante ans après, impossible à exécuter dans une ville en grève générale et sous le régime de l'état de guerre. C'est au moment où il préparait à partir néanmoins qu'il fut surpris par l'arrivée d'un camion d'Asaltos : après une brève fusillade, complètement encerclés, les miliciens se rendent.⁴⁵

L'analyse donnée par G. Munis ne diffère guère de l'impression que dégage le récit de Taguena: les travailleurs, écrit-il, étaient prêts à se battre et disposaient d'une quantité suffisante d'armes pour commencer l'insurrection. Le 4 au soir, les rues étaient pleines d'une foule de grévistes attendant des mots d'ordre de « *grève pacifique* ». Il y eut le 5 quelques échanges de coups de feu, des opérations-éclaircies de commandos de milices socialistes, contre le ministère de l'intérieur, la compagnie *Telefonica*, *la Capitania General*. Dans l'après-midi du 5, plusieurs milliers d'ouvriers tentèrent de leur propre initiative de s'emparer de la caserne de la Moncloa, mais, faute d'armement, furent repoussés par les seuls officiers⁴⁶...

Pourtant, l'élan révolutionnaire du prolétariat espagnol était tel en ces années que ni la défaite sans gloire des insurgés de Madrid et ailleurs, ni l'écrasement, après une bataille acharnée, des mineurs asturiens ne l'interrompirent, bien au contraire. Octobre 1934 était pour le prolétariat une défaite riche de promesses, la garantie que la force prolétarienne résidait dans son unité et que cette dernière exigeait que les organisations ouvrières mettent fin à leurs divisions. En ce sens, les Jeunesses socialistes qui s'étaient faites entre autres les champions des « *alliances ouvrières* » et leurs défenseurs contre le parti communiste purent revendiquer pour elles-mêmes ce qui était effectivement une victoire politique.

Mais le déroulement concret de la révolution ne leur avait en revanche guère apporté de satisfactions. Les héros de l'insurrection des Asturies étaient les dirigeants traditionnellement modérés des mineurs asturiens comme Ramon Gonzalez Pena⁴⁷. Les J.S. n'avaient pas joué de rôle en Catalogne, ce qui était

sein de ce qu'on a appelé l' « *alliance ouvrière* », faisaient de cette province un cas unique en Espagne de dangerosité extrême ».

⁴⁴ peuplent les Asturies — pas moins de 120 000 — tous encadrés dans les organisations, U.G.T., P.S.O.E., P.C. et C.N.T., en se mettant d'accord pour une action commune au sein de ce qu'on a appelé l' « *alliance ouvrière* », faisaient de cette province un cas unique en Espagne de dangerosité extrême ».

44. L. Araquistain, « *La Revolucion de Octubre en Espana* » Leviatan, février 1936, p.33.

⁴⁵ Taguena, op. cit., pp. 53-55. Il semble que les événements auxquels Taguena a participé dans le quartier de *la Prosperidad* soient ceux que Munis (op. cit., p. 135) situe dans la *Guindalera*, soit l'essentiel de cette insurrection avortée dans la capitale.

⁴⁶ Munis, op. cit., pp. 134-139.

⁴⁷ Ramon Gonzalez Pena (1889-1952), ouvrier mineur, avait été en 1910 l'un des fondateurs du syndicat des mineurs des Asturies (S.M.A.), avait dirigé en 1920 la fameuse grève des mineurs de *Petiarroya*, puis organisé ceux de Rio Tinto. Condamné à mort pour son rôle en 1934, il fût gracié en 1935 après une campagne internationale. C'était lui qui, de sa prison, avait lancé la première attaque

assez normal, du fait de la faiblesse de leur implantation. Mais dans les régions où les militants avaient pris en charge les préparatifs de l'insurrection — à Madrid où elle devait être « *commandée* » par Amaro del Rosal ⁴⁸, mais pas seulement à Madrid — celle-ci avait fait long feu de façon parfois piteuse. Une partie de leur direction avait en outre été arrêtée et emprisonnée au *Carcel modelo*, Carrillo, De Rosa, del Rosal, Hernández Zancajo, sans compter Largo Caballero lui-même. D'autres s'étaient enfuis, en France, comme Serrano Poncela, en U.R.S.S., comme José Lain.

La fraction dont nous avons décrit en 1934 la force et les faiblesses était incontestablement menacée maintenant par la contre-offensive politique inévitable de la droite et du centre utilisant la déstabilisation provoquée par une répression qui avait frappé surtout à gauche. Les responsables des classes dirigeantes en avaient une conscience très claire. Un haut fonctionnaire envoyé en mission en mars 1935 aux Asturies écrivait dans son rapport:

« *Les jeunesses de toutes les organisations révolutionnaires sont unies dans un désir de subversion et les dirigeants et les hommes mûrs de la C.N.T. et de l'U.G.T. s'engagent dans des ruptures et des changements de tactique tout à fait dignes d'être pris en considération et qui peuvent donner d'excellents résultats* ».

Il ajoutait par ailleurs :

« *Le potentiel dangereux de la classe ouvrière nous semble devoir être combattu très vite, au moyen de la division* ». ⁴⁹

C'est probablement cette situation délicate qui est prise en compte par la direction des Jeunesses — ou plus exactement la partie de cette direction qui est emprisonnée dans le *Carcel modelo* de Madrid : elle passe en effet à l'offensive publique avec une brochure intitulée *Octubre. Se-gunda Etapa* (Octobre. Deuxième étape) signée, lors de sa deuxième édition, par le président de la fédération, Carlos Hernández Zancajo, mais œuvre, semble-t-il, de Santiago Carrillo en collaboration avec son camarade de détention Amaro del Rosal ⁵⁰. En quelques pages, les auteurs brossent une histoire de leur cru : la révolution de 1917, vaincue en Espagne, triomphant en Russie, une scission qui s'expliquait évidemment par l'ardeur révolutionnaire des J.S. de l'époque, mais surtout était de la responsabilité de l'I.C. de Lénine posant les « *21 conditions* » à un parti socialiste ouvrier espagnol qui refusait alors très légitimement de renoncer à son indépendance et à sa démocratie interne et qui poursuivait, seul à l'extrême-gauche de la IIe Internationale, une politique révolutionnaire — y compris dans le gouvernement Azatia des premières années de la République ⁵¹

publique contre les J.S. dans une interview. Il devint président de l'U.G.T. en 1937 lors de l'élimination de Largo Caballero et de ses partisans.

⁴⁸ Amaro del Rosal Diaz (né en 1904) était dirigeant des J.S., de la Fédération de la Banque et membre de l'exécutif de l'U.G.T. C'est lui qui était le principal dirigeant des milices socialistes selon Alvarez del Vayo (op. cit., p. 175) et c'est en cette qualité qu'il se rendit au logement du peintre Quintanilla où se cachaient les membres du comité révolutionnaire, pour leur rendre compte de l'avortement de l'entreprise. Munis (op. cit., pp. 136-137) est particulièrement sévère à son égard, et, selon certaines informations non vérifiées, Largo Caballero ne l'était pas moins.

⁴⁹ Ce rapport, signé de D. Vicente Santiago, daté du 9 mars 1935, se trouve dans A.H.N., « *Madrid* », Legajo 721. Nous ignorons s'il était adressé au ministre de l'intérieur ou au chef du gouvernement.

⁵⁰ Marta Bizcarrondo (cf. son introduction d' *Octubre del 34*, p. 50) précise qu'Amaro del Rosal, en mai 1976, lui a affirmé être l'auteur de 36 des 98 pages de la brochure.

⁵¹ J'ai déjà touché cette question dans un article intitulé « *Santiago Carrillo, la U.R.S.S. y la Historia* », paru dans le n° 9 de 1979 de *Nueva Política* de Mexico. Cette étude portait sur les explications données à cette époque par le secrétaire général du P.C.E. sur l'histoire du mouvement communiste depuis 1917 et surtout les « *antécédents historiques* » de ce qu'il appelait l'« *eurocommunisme* ». Ce double

Or les Jeunesses socialistes, qui se sentent le plus beau fruit de ce parti révolutionnaire, viennent de constater, à travers Octobre et sa préparation, qu'il est menacé de l'intérieur. Rappelant l'attitude de Besteiro et de ses camarades du courant « réformiste » en 1930 et leur hostilité aux projets révolutionnaires pour abattre la monarchie, rappelant aussi leur rôle à la tête de l'U.G.T. à partir de 1932 pour s'opposer à la politique préconisée par Largo Caballero, les auteurs d'*Octubre* s'attachent à démontrer comment ceux qu'ils appellent « *les chefs et les petits chefs* » ont combattu la ligne insurrectionnelle, ignoré, dans le meilleur des cas, et le plus souvent saboté, les directives: de l'U.G.T., aux structures trop rigides pour les besoins de l'époque, au groupe parlementaire, qui a semé la confusion en défendant aux Cortes sa propre politique, opposée à celle du parti, en passant par les responsables locaux qui n'ont pas levé le petit doigt en octobre, ces « *socialistes modérés* », qu'une circulaire gouvernementale prescrit de ménager, doivent être tous démasqués, chassés de leurs postes de responsables et, à terme, exclus. Cette épuration, que les J.S. appellent, d'un mot vraiment provoquant pour l'époque, « *bolchevisation* », doit être menée de la base au sommet, sans faiblesse et surtout sans crainte d'une scission, car les réformistes n'ont pas de véritable base dans le parti — en dehors du moins de son appareil.

Mais il n'en va pas de même avec les « *centristes* » ou « *équidistants* » dont chacun connaît le rôle que ses chefs de file, Indalecio Prieto et González Pena ont joué avant et pendant l'insurrection, et qui en ont tiré un immense surcroît de prestige. Dans la période qui commence au lendemain de la défaite d'Octobre, il est clair que le « *centrisme* » se prépare, au nom de l'« *unité* », à défendre systématiquement les réformistes contre les révolutionnaires. En outre, il va s'efforcer de mettre en avant, avec la perspective de nouvelles élections, le renouvellement de l'alliance avec les partis bourgeois républicains, ce « *bloc populaire antifasciste* » qui vient de prendre place au centre de l'agitation du parti communiste. Sur ce point, les partisans de la « *bolchevisation* » sont nets et sans ambiguïté :

*« Ce mot d'ordre trouvera ses défenseurs au sein de notre parti : les centristes. Tous les militants doivent être prêts à empêcher sa victoire. Le centrisme essaiera à cette occasion de livrer bataille à la fraction révolutionnaire et de devenir l'axe du parti. La lutte sera dure. Notre capacité révolutionnaire sera mise à l'épreuve (...) Il nous faut désarmer les communistes qui s'identifient sur cette question à la droite du parti, en démontrant que, comme les vrais bolcheviks, c'est nous qui, contre le mot d'ordre de bloc populaire antifasciste, lançons celui de l'Alliance des prolétaires »*⁵²

examen portant sur des écrits des premières et sans doute des dernières années de sa carrière révèle qu'il existe au moins une constante chez cet homme qui n'a jamais hésité à se contredire, ni à nier qu'il se contredisait : c'est un mépris phénoménal de l'Histoire qu'il accommode en réalité à une présentation ou une autre en fonction de ses besoins politiques du moment et avec ce qu'on ne peut considérer autrement que comme du cynisme. Il paraît difficile en 1935 de se prétendre « *bolchevique* » et de dénoncer en même temps les « *21 conditions* » alors qu'on se plaint de l'« *indépendance* » du groupe parlementaire, voire de l'absence de contrôle sur la presse du parti, de qualifier de « *révolutionnaire* » la politique du P.S.O.E. de collaboration avec le régime dictatorial du général Primo de Rivera, puis dans le gouvernement républicain d'Azaiia de 1931 à 1933, d'affirmer enfin simultanément que le P.S.O.E. est un parti révolutionnaire, le seul de la IIe Internationale, et qu'il faut le bolcheviser. Notons qu'en 1933-35, Carrillo ose critiquer Lénine, mais ne mentionne jamais Staline. Le point commun entre Carrillo de 1935 et celui de 1978 est l'identification qu'il opère — comme tous les anticommunistes — entre bolchevisme et stalinisme. Il fut dans l'intervalle, un authentique « *stalinien* » pour employer le mot de Thorez qui revendiquait cet « *honneur* ».

⁵² *Octubre*, d'après Bizcarrondo, op. cit., p. 126. Caballero et Prieto avaient été d'accord, semble-t-il, durant toute la période de préparation de l'insurrection, dont le second avait accepté qu'elle soit organisée par le P.S.O.E. avec la seule collaboration de formations ouvrières. Sur les raisons invoquées ensuite par les deux tendances, Vidarte (op. cit., p. 409) résume en ces termes : « *Nous (Prieto, Negrin,*

Les auteurs d'*Octobre* polémiquent longuement et âprement contre les dirigeants des P.C. qu'ils appellent — comme Trotsky — les « *épigones* », rappelant leurs calomnies et leurs injures, leur lutte acharnée contre les Alliances ouvrières et leur ralliement final, à la onzième heure.

Mais ils s'attachent plus longuement encore peut-être à ce qu'ils appellent « *la seconde étape de la bolchevisation* », à savoir la question de l'Internationale.

« *Notre objectif, rappellent-ils, n'est pas seulement la révolution espagnole, mais la révolution mondiale, la dictature du prolétariat dans tous les pays* »⁵³. Ils se prononcent pour la rupture immédiate non seulement avec l'Internationale de la Jeunesse socialiste, mais pour la rupture du P.S.O.E. avec la IIe Internationale qu'ils tiennent pour un « *cadavre* ». Un premier élément de réponse devrait être, selon eux, la construction d'un nouveau centre de regroupement international des jeunesses socialistes, qu'ils peuvent rapidement constituer avec les J.S. de France, les J.G.S. belges, les jeunesses italiennes et autrichiennes.

La IVe Internationale — dont ils n'avaient pas été très éloignés en 1933 — est en revanche à leurs yeux un « *mot d'ordre malheureux* », dénué de toute base réelle donc de toute possibilité de développement, depuis précisément que la IIIe Internationale a abandonné sa politique sectaire qui a conduit au désastre allemand. En outre, ils pensent que Trotsky lui-même y a « *tacitement renoncé* » — vraisemblablement depuis qu'il préconise la politique de l'« *entrisme* » dans la social-démocratie.

Pour autant, les J.S., en dépit d'un accord programmatique fondamental, ne pensent pas qu'il soit possible pour le P.S.O.E. de rejoindre la IIIe Internationale. Ils sont en effet non seulement en désaccord total avec sa politique de « *bloc populaire antifasciste* » en Espagne et ailleurs, mais, plus encore, avec ses statuts qui signifient « *la dictature de l'exécutif* », l'étranglement de toute vie démocratique interne. Une évolution est certes possible et souhaitable et elle permettrait alors au P.S.O.E. de rejoindre la IIIe Internationale puisque, soulignent les auteurs d'*Octobre*, « *la Russie est le premier pays socialiste, la Mecque du prolétariat et que c'est en elle et en elle seule que peut résider le centre du prolétariat mondial tant que la révolution n'aura pas vaincu dans d'autres pays* »⁵⁴. On peut relever que le mot « *stalinisme* », assez fréquent sous la plume des rédacteurs de *Renovacion* en 1933 et 1934 ne figure pas une seule fois dans *Octubre. Segunda Etapa*.

Il ne manque pas d'intérêt, par ailleurs, au moment où se prépare à Moscou le tournant général vers la politique de Front populaire, dont l'une des premières conséquences — ou si l'on préfère l'un des premiers aspects — va être en France le ralliement à la défense nationale française préconisé par Staline dans son entretien avec Pierre Laval⁵⁵ et l'abandon du travail antimilitariste, de reproduire les conclusions de la brochure des J.S. bolchevisateurs incarcérés au Carcel modelo:

etc.) avons tiré du mouvement d'Octobre les conclusions suivantes : contre un Etat organisé, il n'était pas possible de vaincre, et nous devons créer, comme unique chemin, un bloc électoral pour reconquérir la République (...) Les amis de Caballero en tiraient d'autres, très différentes : les Asturies avaient enseigné que le peuple pouvait vaincre, même contre une armée et toute l'organisation d'Etat ». Bien entendu, d'autres facteurs jouaient : la défection des officiers avec qui Prieto avait assuré la liaison, certaines déclarations de ce dernier à l'étranger, ses critiques contre le refus des dirigeants emprisonnés de revendiquer la responsabilité de la grève, décision prise auparavant avec sa voix, etc.

⁵³ . Ibidem, p. 126.

⁵⁴ Ibidem.

⁵⁵ Pierre Laval, ministre français des affaires étrangères, était allé à Moscou signer le pacte de non-agression franco-soviétique, y avait rencontré Staline et avait déclaré à la presse le 15 mai 1935: « *M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour*

« Pour la bolchevisation du parti socialiste !

Pour la transformation de la structure du parti dans le sens de la centralisation et avec un appareil illégal !

Pour l'unification politique du prolétariat espagnol dans le parti socialiste!

Pour la propagande antimilitariste et la pénétration dans les Forces de l'Etat !

Pour l'unification du mouvement syndical !

Pour la défaite de la bourgeoisie et la victoire de la Révolution sous la forme de la dictature du prolétariat !

Pour la reconstruction du mouvement ouvrier international sur la base de la Révolution mondiale!

Pour réaliser ces mots d'ordre, les Jeunesses socialistes doivent montrer leur supériorité et leur esprit de sacrifice pour que les ouvriers leur confient les responsabilités de direction.

La Fédération des Jeunesses socialistes d'Espagne, aujourd'hui plus unie et plus forte que jamais, s'inspire, pour lancer ces mots d'ordre, de l'histoire révolutionnaire du prolétariat de notre pays, dans les meilleures traditions du bolchevisme russe et les deux grands paladins du socialisme classique : Marx et Lénine.

Les Jeunesses socialistes considèrent comme le chef et l'inspirateur de cette renaissance révolutionnaire le camarade Largo Caballero, aujourd'hui victime de la réaction qui voit en lui son ennemi le plus décidé ».⁵⁶

Toute l'ambiguïté des Jeunesses socialistes se trouve, au fond, dans ce texte : l'ambition légitime comme la manœuvre politicienne, la puissante poussée des masses comme les soucis d'hommes d'appareil. Rien pourtant n'est encore tranché et le sort historique de la direction et des Jeunesses socialistes d'Espagne n'est toujours pas scellé. Le militant trotskyste Enrique Fernandez Sendon ⁵⁷ qui, en septembre 1934, avait présenté au C.C. de la I.C.E. la résolution qui repoussait avec hauteur les propositions d'« *entrisme* » de Trotsky et avait été votée à l'unanimité, se retrouve emprisonné au *Carcel modelo* avec les militants des J.S. et leurs dirigeants. Convaincu par ses contacts quotidiens avec eux, il se fait à son tour l'avocat de l'entrisme, et parvient à convaincre la majorité de l'exécutif, Nin compris, que cette solution devrait prévaloir pour toute l'organisation, moins la Catalogne où se prépare la fusion avec le Bloc de Maurin et une série de petites organisations. Mais, à la demande de l'organisation de Madrid qui voit dans une telle décision une scission de fait, la question est soumise à un référendum qui repousse la solution de l'exécutif : en septembre, *la Izquierda comunista de España* se fonde dans le P.O.U.M. Il n'y aura pas d'« *entrisme* » en Espagne.

Pourtant les développements des mois suivants peuvent renforcer encore les arguments de ses partisans. Les centristes contre-attaquent. Prieto, exilé en Belgique, écrit dans *El Liberal* de Bilbao et *La Libertad* de Madrid, à la fin de mai, une série d'articles dans lesquels il conteste aux J.S. le droit de s'exprimer publiquement comme elles l'ont fait, les accuse à la fois d'indiscipline vis-à-vis du « *parti* » et de « *culte du chef* » à l'égard de Largo Caballero ⁵⁸. Les journaux même qui ont publié les articles en question refusent le droit de réponse aux prisonniers du *Carcel modelo*: les dirigeants des J.S. ne pourront répondre que grâce à l'hospitalité que leur offrent les colonnes de *La Batalla*, l'hebdomadaire de Maurin à Barcelone.

maintenir sa force au niveau de sa sécurité». Le P.C., résolument hostile jusqu'alors à l'idée même de la « *défense nationale* », avait couvert Paris d'affiches titrées « *Staline a raison* ».

⁵⁶ *Octubre*, pp. 155-156.

⁵⁷ Enrique Fernandez Sendon militait dans *la Izquierda comunista* sous le pseudonyme de L. Fersen.

⁵⁸ Les principaux de ces articles, « *Posiciones socialistas. Mi derecho a opinar* » (*El Liberal*, 22 mai), « *Posiciones socialistas. La amnistia, base de la coalición electoral* », (ibidem, 23 mai), « *Posiciones socialistas. El Valor de la acción parlamentaria* », (ibidem, 24 mai), « *Posiciones socialistas. Los Roedores de Derrotas* », (ibidem, 25 mai), « *Posiciones socialistas. La Planta exótica del caudillismo* », (ibidem, 26 mai), sont reproduits dans l'anthologie *Discursos fundamentales*, pp. 228-254.

Une fois de plus, Santiago Carrillo lance un appel à l'aide à l'égard des communistes oppositionnels du Bloc et de la I.C.E. qui se préparent à s'unifier dans une organisation nouvelle. En conclusion d'un article sur « *La Bolchevisation du parti socialiste* », il écrit en effet le 28 juin :

« *Nous avons une théorie juste et nous avons la foi. Mais, pour vaincre, il nous faut l'aide de tous les marxistes authentiques. Sans cette aide, nos efforts risquent de devenir stériles. Selon nos classiques, il faut aller chercher les masses là où elles sont. Et aujourd'hui, elles sont dans le parti socialiste qui a une histoire et une capacité de combat sans égales. Il faut venir dans nos rangs pour combattre ceux qui, si nous ne les arrêtons pas, mèneraient ces masses sur la voie de la défaite. Les messieurs de la révolution qui regardent du haut des gradins la façon dont nous travaillons, au lieu de prendre part à notre tâche, ceux-là assument une responsabilité historique bien lourde* ». ⁵⁹

On pressent ici la contradiction entre l'ampleur et l'urgence de la tâche à réaliser et les obstacles auxquels se heurtent ces dirigeants des J.S. en majorité emprisonnés ou exilés — voire réduits à une semi-clandestinité. Maurin, qui polémique contre Carrillo parce que ce dernier repousse l'idée d'une « *unification* » et invite les « *marxistes* » à entrer dans le P.S.O.E. pour s'y battre, ne comprend visiblement pas que l'enjeu de cette bataille entre fractions internes du P.S.O.E. qui se mène au grand jour est tout simplement l'indépendance de classe du prolétariat espagnol à travers l'orientation de son principal parti. Dans un autre article de *La Batalla*, il revient à Carlos Hernández Zancajo de démontrer très clairement le lien qui existe entre les accusations lancées par Prieto contre les J.S. et sa volonté d'imposer au P.S.O.E. la politique d'alliance avec les républicains reprise de son côté par Manuel Azaiia. ⁶⁰ Pour la réussite de cette politique, il y a deux conditions : le P.S.O.E. doit « *enterrer ses armes* » et il doit également museler sa jeunesse.

Vers les J.S.U.

C'est le parti communiste qui réalisera à son profit cette opération que le P.S.O.E. peine à réaliser. Désarmés par la faiblesse de leur formation politique et en particulier leur totale méconnaissance de l'histoire et leur profonde incompréhension de la nature du stalinisme, les Jeunesses socialistes — plus encore que Largo Caballero, mais de façon identique — sont prises au piège du tournant de l'Internationale communiste en 1935 qui impliquait, pour toute une période, l'alliance entre le P.C. et la droite socialiste dont elles prétendaient devoir se débarrasser à travers la « *bolchevisation* ». En outre, concrètement, l'argument sentimental puissant de la nécessité d'une amnistie pour la libération des quelque 30000 prisonniers politiques d'octobre 1934, ⁶¹ va assurer l'acceptation, par toutes les formations, même si c'est du bout des lèvres, de ce « *bloc populaire antifasciste* » qui allait avoir en Azana son porte-drapeau et de nouveau les partis ouvriers comme auxiliaires et les travailleurs comme fantassins.

Les J.S., à elles seules, et malgré leur position de principe, n'étaient sans doute pas en mesure d'empêcher ce développement que Largo Caballero n'envisagea jamais de combattre de front. Pourtant une opposition de leur part, une scission sur cette question, la scission à gauche du P.S.O.E. dont ils auraient été la force motrice, aurait constitué un obstacle terrible sur la voie de la nouvelle politique de

⁵⁹ Santiago Carrillo, « *Habla el secretario de la Juventud socialista* », *La Batalla*, 28 juin 1935.

⁶⁰C. Hemàndez Zancajo, « *En defensa de las Juventudes socialistas : posiciones "colis-tas"* », *La Batalla*, 12 juillet 1935.

⁶¹ Quelques exemples pris au hasard dans le *Legajo 2371*, donnent une idée de l'ampleur et de la sévérité de la répression y compris dans des régions où l'on a le sentiment qu'il ne s'est rien passé. D'après une lettre d'un détenu de la prison de Pamplona du 17 août 1935, il y a dans cette ville 173 inculpés dont 145 sont emprisonnés. Le même correspondant parle des lourdes peines infligées par le tribunal de Saint-Sébastien : deux condamnations à 20 ans, deux à 14 ans, deux à 10 ans de prison, et sept acquittements après dix mois de préventive.

Staline et de la généralisation du Front populaire. Du côté de l'I.C. en tout cas, aucun effort ne fut épargné pour gagner, d'une façon ou d'une autre, les dirigeants les plus importants des J.S. A cet égard, la petite colonie de réfugiés socialistes en U.R.S.S. semble avoir joué un rôle important. Il semble que Margarita Nelken y ait été gagnée au P.C.⁶² qu'elle allait rejoindre ensuite de façon officielle. José Lain, l'ancien responsable des milices socialistes, membre de la direction des J.S. s'est réfugié en U.R.S.S. Il assiste successivement au 7^e congrès de l'I.C. puis à celui de l'Internationale communiste des jeunes. Du premier dont l'ancien dirigeant des J.C., Fernando Claudin, écrira, trente-cinq ans plus tard, qu'il donna confirmation éclatante « *de la subordination absolue de la politique des sections nationales de l'I.C. à la politique de l'Etat soviétique* », que le point de départ de la nouvelle politique de Front populaire était « *une réponse pragmatique aux exigences péremptoires de la politique extérieure soviétique* », ⁶³ José Lain écrit

pour le nouvel hebdomadaire de la gauche largocaballeriste que le congrès a définitivement répondu aux espoirs des J.S. en la transformation de l'I.C. en reconnaissant les « *voies nationales* » et en ouvrant la perspective de l'unité organique dans tous les pays. ⁶⁴

Les pressions que subissent en U.R.S.S. jeunes dirigeants et parfois vieux militants se lisent entre les lignes de la correspondance qu'ils expédient de Moscou en Occident ou en Espagne. Tandis que les lettres de 1935 parlent en langue « *espagnole* » des problèmes de l'Espagne et du P.S.O.E., celles de 1936, écrites en « *langue de bois* », ne songent plus qu'à célébrer « *la patrie du socialisme et son phare* » et font de l'attitude à l'égard de l'U.R.S.S. prise en bloc — stalinisme compris — la pierre de touche de la qualité de « *révolutionnaire* ». ⁶⁵

⁶² A.H.N. « *Madrid* », Legajo 2371, contient notamment un échange de lettres entre Indalecio Prieto, alors exilé à Ostende, et un militant socialiste de Bilbao réfugié en U.R.S.S., Miguel Segura Jauregui. Dans une lettre datée du 23 août, ce dernier se fait l'écho d'un violent incident qui vient de se produire entre Virgilio Llanos et Margarita Nelken, cette dernière s'étant vantée d'avoir empêché que Prieto soit invité en U.R.S.S. Prieto répond le 26 août qu'il n'est absolument pas étonné et sa réponse laisse entendre qu'il pense que Margarita Nelken est déjà gagnée au P.C. et qu'elle joue dans le P.S.O.E. le rôle de « *sous-marin* ». Margarita Nelken, élue députée en février 1936, rejoignit officiellement le P.C. en décembre de la même année.

⁶³ Fernando Claudin, *La Crisis del Movimiento comunista*, t. I pp. 144 et 149. Ricard Vinas, dans un livre par ailleurs très intéressant, renvoie sur ce point au travail de Fernando Claudin et fait en même temps du 7^{ème} congrès de l'I.C. une analyse dont le mieux que l'on puisse dire est qu'elle est stupéfiante de ...candeur, sans même prendre en outre la peine de réfuter l'analyse de Claudin, à laquelle il fait référence alors qu'elle est à l'opposé de son interprétation à lui (op. cit., pp. 39-43).

⁶⁴ Cf. les commentaires envoyés de Moscou par José Lain sur le 7^{ème} congrès, dans *Claridad* du 17 août. 12 et 19 octobre 1935.

⁶⁵ José Lain et ses camarades écrivent le 2 février 1935 à Alvarez del Vayo — pour Largo Caballero — qu'il faut immédiatement engager l'épuration du P.S.O.E. et constituer l'Alliance ouvrière à l'échelon national. Le 20 mars 1935, reprenant ces deux points, ils insistent sur la nécessité d'une campagne pour l'unification syndicale qui engloberait U.G.T., C.G.T.U. et C.N.T. Le même dossier (A.H.N., « *Madrid* », Legajo 2371) comprend deux lettres du même groupe de réfugiés socialistes en U.R.S.S., de Moscou et de Vorochilovgrad, datées de janvier 1936, dont l'une parle de « *la direction du parti bolchevique qui en a fait le centre et le phare lumineux* », et dont l'autre affirme que « *la révolution, l'Union soviétique et la ligne politique bolchevique sont indivisibles* ». A cette époque, il n'y a plus d'alliance ouvrière, et le P.C., avec l'aile droite socialiste, a imposé le Front populaire avec les républicains. Mais les lettres des « *bolchevisateurs* » d'hier ne font que chanter les louanges de l'U.R.S.S. et de ses dirigeants. Notons également qu'un correspondant de Prieto mentionne en août 1935 un séjour du Dr Juan Negrin à Moscou et en Crimée. Une liste non datée, mais qui doit être de janvier 1936, donne les noms des 36 socialistes réfugiés en U.R.S.S. dont 14 n'appartiennent qu'au P.S.O.E., 13 qu'aux J.S. et dont 9 appartiennent aux deux. Le chiffre est confirmé par une lettre d'U.R.S.S. d'Enrique de Francisco, un largocaballeriste de stricte obédience, qui précise, à propos de la « *Lettre ouverte à Largo Caballero* »

En Espagne même, les conditions de détention assez souples du *Carcel modelo* pour les « politiques » permettent un rapprochement également car les jeunes socialistes et les prisonniers partisans de Largo Caballero sont l'objet de l'attention des dirigeants du P.C. Son secrétaire général, José Diaz vient rendre visite à Largo Caballero et lui proposer que leurs deux partis revendiquent ensemble la responsabilité de l'insurrection.⁶⁶ Codovilla, le représentant de l'I.C. en Espagne,⁶⁷ qui compte, dit-on, sur l'appui inconditionnel du beau-frère d'Araquistàin, Julio Alvarez del Vayo, membre de l'entourage de Largo Caballero, va rendre visite à Santiago Carrillo au *Carcel modelo* et a avec lui une longue discussion politique. Le dirigeant du P.C. français Jacques Duclos a-t-il réellement, comme on l'assure, convaincu Largo Caballero de ne pas s'opposer au « bloc électoral des gauches » qui préfigurait le Front populaire — réédition à peine couverte d'un vernis nouveau de la politique de collaboration préconisée par Prieto et que le vieux « Lénine espagnol » avait voulu rejeter pour toujours ? Dans un livre qu'il a écrit à Paris et que publient à Barcelone les éditions du P.O.U.M., *El Partido° Socialista y la Conquista del Poder*, S. Serrano Poncela, membre du secrétariat des J.S., montre qu'il voit dans le tournant de l'I.C. la plus grande partie de ce que José Lain y a vu de Moscou, mais pas ce qu'Araquistàin a deviné de Madrid.⁶⁸

Finalement, Andrés Nin a tout à fait raison, qui juge parfaitement « incongrue » l'attitude des socialistes de gauche à l'égard du 7e congrès de l'I.C. dont ils approuvent et même célèbrent les résultats en vantant une démocratisation qu'ils imaginent de toutes pièces et sans apparemment se rendre compte qu'il a repris, pour des raisons propres à la politique extérieure de l'U.R.S.S., la politique de collaboration de classes qu'eux-mêmes combattent depuis des années et qui est celle de leurs irréductibles adversaires de la droite du P.S.O.E.⁶⁹

— publiée dans *Mundo Obrero*, mais pas dans *El Socialista* — signée de 28 noms, que huit membres de la colonie socialiste avaient refusé de signer : cette lettre était une apologie de l'U.R.S.S. dans le style stalinien le plus plat.

⁶⁶ D. Ibarruri, op. cit., t.I, p. 62. Les dirigeants socialistes, dont Largo Caballero, avaient nié devant leurs juges le rôle qu'on leur imputait et refusé de prendre la responsabilité de l'insurrection.

⁶⁷ Vittorio Codovilla (1894-1970), né en Italie, dirigeant du P.C. d'Argentine, travaille pour l'I.C. dans les années trente, notamment en Espagne, sous le nom de Mella. Sur ses visites à Carrillo en prison, Vinas, op. cit., p. 36 n. 30, mentionne les témoignages de Pere Ardiaca et Fernando Claudin. En fait, Carrillo l'a raconté lui-même dans *Demain, l'Espagne*, pp. 43-46. Il dit : « Codovilla a très bien travaillé avec moi. Je lui suis en partie redevable d'être devenu communiste. Mais je n'avais encore eu aucun contact avec les dirigeants du Parti, sauf avec Uribe. [...] C'est l'Internationale, qui, avec les dirigeants de la J.C., entretenait directement des relations avec nous ». Il ne mentionne qu'une seule visite de Codovilla en prison, mais indique qu'il eût avec lui plusieurs discussions entre sa sortie et son départ pour l'U.R.S.S. Sur sa « transition » politique, il dit : « Nous étions, comme beaucoup de jeunes, gauchistes. Notre voyage en Union soviétique marqua un tournant décisif dans notre orientation ».

⁶⁸ S. Serrano Poncela pensait que l'I.C. pouvait accueillir les « socialistes de gauche » sans modification immédiate de ses statuts parce que sa nouvelle politique répondait à leurs aspirations ; Araquistàin estimait pour sa part que le congrès avait accru la liberté des P.C. nationaux et diminué la centralisation dans l'I.C. : il pensait pourtant que la nouvelle politique était inspirée par les intérêts immédiats de l'U.R.S.S.

⁶⁹ Cf. Andrés Nin, « *El Congreso de la Internacional comunista y las socialistas de izquierda. Una incongruencia* », *La Batalla*, 30 août 1935. Analysant la politique des socialistes de gauche comme positive et progressiste et le tournant stalinien comme un recul considérable et un tournant à droite, Nin se demandait comment les premiers pouvaient envisager l'unité organique avec les partis communistes qui étaient précisément en train de rejoindre les positions de leurs adversaires « réformistes » et « centristes » dans le P.S.O.E. L'analyse était excellente, mais il n'y avait pas de proposition susceptible d'aider à la clarification.

Mais peut-être faut-il chercher ailleurs que dans l'analyse politique les raisons d'une attitude incongrue que ne peut expliquer la seule ignorance. D'abord, il est clair que la détention de Largo Caballero et l'exil ou l'emprisonnement de nombre de ses partisans ont permis à Prieto et à ses amis politiques de refaire une partie du chemin perdu et que le projet J.S. de « *bolchevisation* » apparaît bien irréaliste au fur et à mesure qu'il devient clair que la politique de Prieto va de plus en plus coïncider avec celle du P.C. qui est plus que jamais à la recherche d'un « *bloc populaire antifasciste* ». Pour les dirigeants des J.S. en tout cas, la raison mise en avant, c'est ce qu'ils considèrent comme une nouvelle donnée du problème : selon eux, le 7e congrès de l'I. C., en ouvrant la perspective de l'unité organique, permet de surmonter de façon positive la scission historique du mouvement ouvrier survenue au début des années vingt. Sur ce point, Santiago Carrillo écrit en octobre 1935 :

*« Notre ambition ne peut se borner à l'unification circonstancielle pour la lutte : il faut aller plus loin. Il faut nous projeter vers l'unité organique, vers la réunion, en un seul parti et une seule jeunesse, du prolétariat marxiste. Il nous faut reconnaître avec joie que, sur ce terrain, on a fait ces derniers mois des pas de géant [...] Dans notre pays, cette unité doit se faire au sein du vieux et glorieux Parti socialiste. Parce qu'il a la force, parce qu'il a la qualité, parce qu'il a le prestige [...] Il faut la fusion des travailleurs marxistes sur le terrain national, sous nos drapeaux. Sur le terrain international, où ensuite nous déciderons tous, librement et démocratiquement. Sur ce point, j'ai mon critère. C'est en Russie que se trouve la base de l'unification mondiale, tant que la classe ouvrière n'aura pas posé le pied sur les institutions bourgeoises et commencé à édifier le socialisme dans d'autres pays ».*⁷⁰

Carrillo peut parler haut: le congrès des J.S. tenu à Ruzafa le 1er septembre a approuvé à une écrasante majorité la perspective de la fusion pour l'unité organique des Jeunesses et donné son aval à la brochure *Octubre*. L'élément nouveau est ce qu'il appelle son « *critère personnel* ». Déjà, de Paris, Serrano Poncela avait écrit que les statuts de l'I.C. ne devaient pas constituer un obstacle à l'union entre socialistes de gauche et la IIIe Internationale. Marta Bizcarrondo note fort justement à ce propos que « *la Révolution russe et l'U.R.S.S. jouaient désormais un rôle mythique qui était absent d'Octubre* ». ⁷¹

En septembre, dans la foulée du 7e congrès de l'I.C., se tient le congrès de l'Internationale communiste des jeunes. José Lain y assiste, bien entendu. Le congrès se prononce pour l'unité organique en vue de la constitution d'une organisation de jeunesse très large, « *une organisation de masses de jeunes sans parti* », selon la formule officielle. La majorité de la direction des J.S. d'Espagne est acquise à cette proposition, mais à la condition que l'unification se fasse sous la forme de l'entrée des J.C. dans leurs rangs. Parallèlement se prépare le retour de la C.G.T.U., centrale syndicale contrôlée par le P.C.E., dans les rangs de l'U.G.T. Le 6 décembre 1935, dans *Claridad*, Santiago Carrillo célèbre en fanfare la « *marche forcée vers l'unité organique: la IIe Internationale s'est enfin ralliée* » !

*« Nous ne pouvons pas perdre de vue que ce tournant, ce retour aux postulats du marxisme à travers les rectifications de la IIIe Internationale nous place sur le même plan politique que les communistes [...] Nous ne pouvons hésiter à définir notre position. Nous avons l'unité organique ; nous la voulons et nous l'aurons, à marches forcées, parce que nous sommes aussi communistes, comme Marx, Engels et Lénine, parce que les murailles de Chine qui nous séparaient de l'Internationale communiste se sont écroulées et que nous allons parachever leur destruction définitive en extirpant les résidus bureaucratiques et petits-bourgeois qui les cimenteraient »*⁷² .

Les jeux sont-ils faits, et le « *critère personnel* » affiché par Carrillo en septembre l'a-t-il emporté définitivement dans les J.S. ? Sans doute pas encore. La discussion est vive, même à la direction et les

⁷⁰ « *Unidad de accion y unidad organica* », Asturias, 25 octobre 1935.

⁷¹ M. Bizcarrondo, op. cit., p. 62.

⁷²« *Hacia la unidad orgànica a marchas rapidas* », *Claridad*, 7 décembre 1935.

opposants critiques vont s'exprimer publiquement. Ainsi, Serrano Poncela, revenu d'exil, s'en prend-il avec pas mal de vigueur aux propositions du congrès de l'I.C.J. :

« *Fusion des Jeunesses socialistes et communistes en un organisme qui mette sa force au service du socialisme, mais qui soit structuré de façon que d'autres organisations, qui ne sont pas encore au service de la classe ouvrière, s'y forment [...], qu'il lutte pour la démocratie et contre le fascisme, mais en même temps pour le pouvoir ouvrier, éminemment antidémocratique. Une Jeunesse sans parti, sans programme, sans objectifs concrets [...] Il est bien que le prolétariat forme un cercle de fer autour de la ceinture de l'Union soviétique, s'apprête à la lutte contre ses ennemis, mais c'est sans rapport à une interprétation matérialiste de l'histoire que ces efforts énormes pour faire tourner le mouvement ouvrier international autour de la défense de l'U.R.S.S., quelle que soit son importance [...] Pour moi, le congrès de l'Internationale et son appendice jeune ont répondu en premier lieu à la défense de l'U.R.S.S. et en second lieu aux intérêts du prolétariat étranger à la patrie du socialisme. Cela veut dire que la Russie est dans son rôle quand elle crée l'Occident des alliances démocratiques et petits-bourgeois à défaut d'ouvrières, compte tenu de la menace du front Europe centrale-Japon, mais la classe ouvrière nationale est aussi dans le sien quand elle fait son possible pour défendre les intérêts sacrés du pays du socialisme sans nuire à ses propres intérêts sacrés de pays national* ». ⁷³

Au moment où la lutte s'envenime à l'intérieur du P.S.O.E. entre largocaballeristes et prietistes, notamment marquée le 15 décembre 1935 par la démission de Largo Caballero de la présidence et de l'exécutif du parti, la campagne pour un congrès qui lui redonnerait une direction homogène, l'orientation des J.S. vers l'« *unité organique* » avec les J.C. les éloigne en fait du combat interne au P.S. et donne à ses adversaires des arguments solides. ⁷⁴

Peu après sa libération, au début de mars, Santiago Carrillo se rend en U.R.S.S. pour une semaine, avec Trifon Medrano, dans une délégation commune J.S.-J.S. destinée à régler avec l'I.J.C. les derniers détails du texte commun intitulé « *Bases d'unification* ». ⁷⁵

Le « *meeting d'unification* » — en attendant un congrès prévu, mais qui n'aura jamais lieu à cause de la guerre civile — va avoir lieu à Madrid, *Plaza de Las Ventas*, le dimanche 5 avril 1936, sous la présidence effective de Largo Caballero dont on sait qu'il avait exprimé en privé de vives réserves sur l'unification

⁷³ Rebelion, 11 janvier 1936. Rebelion était l'organe des J.S. d'Elda. L'article est produit dans Vinas, op. cit., pp. 140-143. Directeur du quotidien Abora pendant la guerre civile, Serrano Poncela, après la guerre, a enseigné dans des universités américaines. En fait, à cette époque, était en train de se constituer dans les J.S. une tendance qui relevait le drapeau du « *gauchisme* », avec José Bullejos, Luis P. Garcia Lago (ancien partisan de la « *IVe Internationale* » en 1934), Grigorio Lopez Raimundo, ultérieurement dirigeant clandestin du P.C.E.

⁷⁴ Sur les raisons encore très discutées de cette démission, cf. Preston, op. cit. pp. 237-239 et Santos Julia, pp.81-86. Largo Caballero avait démissionné une première fois le 1er octobre, mais repris ensuite sa démission. Le 16 décembre, il la maintint. Le prétexte était technique, mais il semble qu'il ne voulait plus de partage du pouvoir dans l'exécutif et pensait qu'un congrès lui donnerait la direction homogène dont il avait besoin. Les masses étaient-elles pour Largo Caballero comme il le croyait ? C'est probable. Mais l'appareil, lui, était pour Prieto. Les J.S. étaient-ils toujours partisans de la « *bolchevisation* » qui impliquait qu'ils restent au sein du P.S.O.E. ? C'est douteux. Certains éléments manifestaient des tendances scissionnistes que Paul Preston entrevoit derrière l'attentat contre Prieto à Ecija, qui aurait été alors une sorte de provocation à scission.

⁷⁵ Le secrétaire du parti, Juan-Simeon Vidarte, dans *Todos fuimos culpables*, I., p. 58, raconte qu'à la fin de 1935, Jacques Duclos avait rendu visite en prison à Hernandez Zancajo et lui avait fait des avances pour qu'il rejoigne le P.C., mentionnant une invitation en U.R.S.S. dès sa libération. Hernandez Zancajo s'était indigné. C'est pour cette raison qu'en mars 1936 et bien que président des J.S., il refusa l'invitation et fut alors remplacé par Federico Melchor qui alla à Moscou avec Carrillo.

des jeunesses et en tout cas qu'il avait totalement exclu la rupture du P.S.O.E. avec la IIe Internationale, mais qui était également sur la ligne de « *l'unité organique* ». La nouvelle organisation — appelée de façon un peu impropre *Juventudes Socialistas unificadas* — dispose de toute évidence — et c'est un fait nouveau important — de moyens matériels beaucoup plus importants que ceux dont elle avait disposé jusque-là, ce que ne peut expliquer le doublement rapide de ses effectifs.⁷⁶ Le premier numéro de son hebdomadaire *Juventud*, dans un style nouveau et très peu politique, abondamment illustré, est tiré à 100 000 exemplaires. L'histoire des J.S. se termine, l'histoire des J.S.U. commence. Ce n'est pas seulement un nouveau chapitre, c'est un livre nouveau.

En guise de conclusion

Les J.S.U. étaient-elles à leur naissance déjà gagnées à la politique stalinienne ? De toute évidence, Trotsky le pensait — ou estimait du moins que le contrôle de la direction était devenu une réalité aux mains des hommes de ce qui impliquait l'adhésion clandestine d'un certain nombre au moins des anciens dirigeants des J.S. La version officielle de l'histoire du P.C.E. veut que Carrillo et les autres dirigeants de la J.S.U. se soient présentés pour demander leur entrée en bloc au parti communiste au moment le plus dramatique du siège de Madrid, lors du départ pour Valence du gouvernement Largo Caballero et de la formation de la *Junta de Defensa de Madrid* : c'est la date qui convient le mieux à l'explication selon laquelle les vaillants combattants des J.S.U. ont rejoint la formation de combattants la plus courageuse et la plus clairvoyante. En fait, nous savons que Santiago Carrillo, des mois auparavant, prenait déjà part aux travaux du comité central du P.C.⁷⁷ Et dans un discours prononcé à la veille de la tenue du meeting d'unification, le secrétaire général des Jeunesses socialistes, en mettant en garde ses militants contre les critiques de l'intérieur inspirées par les « *trotskystes* », donnait, à quelques mois du premier procès de Moscou, sa véritable carte de visite et annonçait la couleur politique.⁷⁸

L'histoire de la J.S.U. reste à faire. Manuel Tagilefia, qui revint au P.C. avec ses camarades, indique la vive tension qui existait entre dirigeants à l'échelon national, Carrillo et Cazorla d'un côté, Lain, Melchor, avec Fernando De Rosa de l'autre. On connaît la carrière politique de Santiago Carrillo dans l'appareil du P.C.E. Nombre des autres dirigeants de la période 1934-1936 ont tous été plus ou moins rapidement mis à l'écart⁷⁹. En 1937, quand, Largo Caballero éliminé par ses soins,

⁷⁶ Vinas, op. cit., p. 61. Curieusement, l'auteur ne se pose pas la question de savoir pourquoi les moyens matériels des J.S.U. ont été tout de suite — comme il le remarque — infiniment supérieurs à ceux des J.S. auparavant : il se contente de noter que les J.S. étaient « *boycottés* » par la presse du P.S.O.E., *Claridad* exceptée. On comprend le légitime souci de Ricard Vinas de ne pas expliquer le ralliement des dirigeants J.S. au stalinisme par de « *sombres manœuvres* », la trahison politique, la déloyauté, la corruption, etc., mais son manque de curiosité à propos de cette question capitale étonne. Il semble probable que les J.S.U., instrument privilégié de la pénétration stalinienne en Espagne, ont reçu de Moscou une aide matérielle importante.

⁷⁷ P. Preston, op. cit., p. 308, donne plusieurs références quant à cette participation, en tant qu'invité. Quel était le statut réel de Carrillo à cette époque ? J.S. Vidarte (op. cit., pp. 58-59) écrit que Carrillo « *commença à travailler pour la fusion* » dès son retour d'U.R.S.S. C'est évidemment faux : Carrillo travaillait à l'unité organique des organisations de jeunesse depuis des mois. Ce qui est vrai et dont il témoigne dans son *Demain, l'Espagne*, p. 45, c'est que c'est au cours de ce séjour à Moscou au début de 1936 qu'il acheva de basculer définitivement. Vidarte, op. cit., p. 59, assure que les dirigeants des J.S. devenues J.S.U. étaient déjà à cette époque « *devenus communistes et fidèles serviteurs de Moscou* ».

⁷⁸ *Mundo Obrero*, 1er mai 1936. Santiago Carrillo avait professé beaucoup d'admiration pour Trotsky dans le passé, mais il n'ignorait plus ce que signifiait en U.R.S.S. d'être qualifié de « *trotskyste* »

⁷⁹ Taguena, op. est., p. 90, signale l'existence de ces rivalités au sommet. Il précise par ailleurs, p. 98, qu'après la mort de Trifon Medrano, l'ex-dirigeant J.C., Carrillo occupa sans conteste la première place, suivi d'assez près par Claudin. Parmi les dirigeants ex-J.S. dont il mentionne la mise à l'écart, citons José

la coalition des socialistes modérés et des staliniens rassemblée autour du gouvernement Negrin entreprend la liquidation des positions largocaballeristes notamment dans la presse et dans l'U.G.T., une résistance prend forme dans les J.S.U. Son porte-parole est l'ancien président Carlos Hernández Zancajo, et il regroupe autour de lui un certain nombre de responsables de province qui ont refusé d'aller au P.C., José Grigorff, Juan Tundidor Lopez, de Valence, Rafael Fernandez, de la fédération des Asturies. En réalité, un dernier carré largocaballeriste manifeste sa fidélité personnelle au vieux chef renié par tous et exprime son refus de la stalinisation sous couleur d'antifascisme. Sans doute cette opposition n'était-elle pas aussi dangereuse que semblent l'avoir cru les dirigeants du P.C. eux-mêmes⁸⁰.

Ce sont en réalité les derniers sursauts d'un courant finalement tari par capture et qui a constitué la « *base de masses* » du P.C. espagnol.

Coup de maître que cette capture, dont la possibilité n'était pas évidente au départ. Peut-on penser, comme Trotsky en était convaincu, que le destin des J.S. aurait été différent si, en 1934 et même encore en 1935, les militants de *la Izquierda comunista* avaient effectué le pas que Trotsky leur suggérait ? Personnellement, je le pense au terme de cette étude. Les contradictions, les oscillations, les incertitudes manifestées par le courant Carrillo n'ont en effet à aucun moment subi le feu d'une critique interne sérieuse, l'épreuve d'une contradiction cohérente — ce qui eût été le cas si les trotskystes étaient entrés, ce qui n'a dépendu que d'eux. Il me semble surtout que les compagnons de Carrillo manifestaient, en ce qui concernait l'histoire de l'Union soviétique et le stalinisme lui-même, une incompréhension et une méconnaissance si profondes qu'on peut à bon droit supposer qu'elles n'auraient pas opposé aux analyses des trotskystes un barrage infranchissable

Il est bien entendu vain d'imaginer ce qui aurait pu être et qui ne fut pas. Il faut donc se contenter de constater que, dès 1934, les dirigeants de *la Izquierda comunista* avaient fait une croix sur les J.S. dont ils tenaient les dirigeants pour de parfaits petits bureaucrates ayant appris très tôt dans le sérail la manœuvre politicienne, le mensonge, voire la calomnie. Persuadés — et à juste titre — que la « *radicalisation* » de Largo Caballero relevait avant tout du domaine de la phrase et de la menace, n'ont-ils pas compris à quelle puissante poussée de la base ouvrière répondait ce « *révolutionnarisme verbal* » ? Ne savaient-ils pas que, pour construire un parti « *qui veuille et puisse faire la révolution* », comme

Cazorla (après son bref passage comme adjoint de Santiago Carrillo à l'ordre public dans la Junte madrilène), José Uni (d'abord directeur de l'école des commissaires, puis gouverneur civil), Federico Melchor. Serrano Poncela resta journaliste, à la direction du quotidien *Ahora*. Taguena lui-même est l'unique chef militaire important issu des rangs des J.S. On en trouve en revanche plusieurs dans les services policiers, l'avocat Ordonez et surtout Santiago Garcès, qui fut le chef du *Servicio de Investigacion Militar (S.I.M)* qui avait la réputation d'être lié aux services secrets soviétiques. Réfugié au Mexique, il fut inquiété après l'attentat du 24 mai 1940 contre Trotsky, puis mis hors de cause. Taguena n'insiste pas sur le rôle des ex-J.S. dans la répression contre les autres organisations ouvrières. Son animosité personnelle contre Carrillo fausse parfois son jugement : ainsi il n'est pas exact que tous les autres dirigeants des J.S. aient été mis à l'écart. José Cazorla, adjoint, puis délégué à l'ordre public dans la Junte de Madrid, occupait un poste de confiance; il entra au C.C. dès 1937. On sait qu'il ne put quitter Madrid en 1939 et y dirigea quelque temps dans la clandestinité une « *délégation* » du C.C., ce qui ne lui laissait pas d'espoir quand il fut arrêté et condamné à mort. En outre, à l'époque où Taguena achevait ses mémoires, Federico Melchor Fernandez, l'ex-admirateur de Trotsky devenu l'un des spécialistes de la dénonciation des trotskistes, était encore membre du secrétariat du P.C.E. Segundo Serrano Poncela a pris ses distances. Un cas de « *chute* » est indiscutable, celui de José Lain, qui se réfugia une seconde fois en U.R.S.S. et y fut... instituteur. Il devait rentrer en Espagne du vivant de Franco.

⁸⁰ Dans A.H.N. « *Madrid* », Legajo 2371, on trouve un rapport de Manuel Delicado, au nom du C.C., devant les militants des cellules des collaborateurs du C.C. le 1er septembre 1937 dans lequel il affirme: « *Les caballeristes et les trotskystes, les mécontents et les capitulards (...) peuvent arriver à constituer un bloc, ce qui créerait une situation difficile* ».

l'écrivait en 1934 Esteban Bilbao, il fallait être capable d'aller chercher, là où ils étaient, les éléments qui, par dizaines de milliers, se laissaient abuser par un parti socialiste seulement capable d'en « *brandir la menace* ». ⁸¹

C'est en tout cas ce que Trotsky reprochait au premier chef à ses camarades espagnols, d'avoir observé et commenté, sans intervenir, et d'avoir ainsi permis que cette force militante considérable, généreuse, dévouée, prête à tous les sacrifices, ait pu finalement être entre les mains de Staline et de jeunes staliniens tout neufs l'instrument de la trahison de la révolution espagnole au nom de la « *défense de la démocratie* » que, précisément, elle avait commencé par refuser comme une duperie !

Juan Andrade, qui fut un adversaire de l'« *entrisme* », écrit des Jeunesses socialistes qu'elles étaient « *un courant jacobin confusionniste* », dont la propagande ne fut que « *cris et phrases* », mais qui eurent une « *extraordinaire importance* », un grand écho dans la jeunesse. Il admet ne pas savoir pourquoi les dirigeants des J.S. se « *bornèrent* » à la fusion des organisations de jeunesse. Mais il souligne également que les J.S. apportèrent au P.C. la « *grande force complémentaire dont il manquait* » et que cet apport fut fondamental. Il relève enfin que ce furent les anciens militants des J.S., « *plus que les vieux communistes, qui conduisirent la répression contre les autres tendances ouvrières* ». Il remarque : « *Le phénomène de la conversion des jeunes socialistes, leur action et leur conduite pendant la guerre civile, vaudraient la peine d'être traités à fond de tous les points de vue* ». ⁸²

Cet article n'a d'autre ambition que d'inciter à répondre à son appel en ouvrant un débat.

⁸¹ Esteban Bilbao, « *Algunas consideraciones ante la situacion* » Comunismo, avril 1934, p. 168.

Esteban Bilbao Urruza (1896-1954) militant des J.S. en 1913, un des fondateurs du P.C. à Bilbao en 1920, avait été exclu en 1929 et avait organisé l'opposition de gauche à Bilbao et Astillero. Il avait été le premier à préconiser l'« *entrisme* » dans le P.S. et les J.S. Il entra lui-même dans le P.S.O.E. mais y resta isolé. Pendant la Guerre civile il se rallia au G.B.L. de Munis. Il est mort en France en exil.

⁸² Juan Andrade, *Apuntes para la Historia del P.C.E.*, pp. 72-74. Il s'agit pour l'essentiel de la reprise d'une conférence prononcée à Paris le 25 mai 1966. Juan Andrade Rodriguez (1898-1981), socialiste en 1916, fut en 1919/20, l'un des organisateurs du *Partido comunista espanol*, membre de son exécutif et directeur de son hebdomadaire *El Comunista*. Un des principaux dirigeants du P.C.E., il en fut exclu en 1928 et fut ensuite l'un des animateurs de l'Opposition de gauche, puis de *la Izquierda comunista*, membre du C.C. du P.O.U.M. à sa fondation. Arrêté en juin 1937, il fut condamné lors du procès du P.O.U.M. à 15 ans de prison en 1938. Il s'évada en 1939, rejoignit la France et fut condamné en 1941 à 5 ans de prison par un tribunal militaire, mais libéré par des maquisards espagnols. Après un long exil à Paris, revenu à Madrid en 1980, il y est mort le 1er mai 1981.